



UNRISD

United Nations Research Institute for Social Development

Le processus d'appauvrissement des classes moyennes en Haïti et ses conséquences économiques et sociales

Alrich Nicolas
Université d'Etat d'Haïti, Haïti

Occasional Paper 6

**Overcoming Inequalities in a Fractured World:
Between Elite Power and Social Mobilization**

March 2020



The United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) is an autonomous research institute within the UN system that undertakes interdisciplinary research and policy analysis on the social dimensions of contemporary development issues. Through our work we aim to ensure that social equity, inclusion and justice are central to development thinking, policy and practice.

UNRISD, Palais des Nations
1211 Geneva 10, Switzerland
Tel: +41 (0)22 9173020
info.unrisd@un.org
www.unrisd.org

This United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) Occasional Paper is a revised and peer reviewed version of a paper originally prepared for the UNRISD International Conference, *Overcoming Inequalities in a Fractured World: Between Elite Power and Social Mobilization* (November 2018). The conference was carried out with the support of UNRISD institutional funding provided by the governments of Sweden, Switzerland and Finland. The Friedrich-Ebert-Stiftung Geneva Office and the International Geneva Welcome Centre (CAGI) provided direct support to conference participants for their travel and accommodation.

Copyright © UNRISD. Short extracts from this publication may be reproduced unaltered without authorization on condition that the source is indicated. For rights of reproduction or translation apply to UNRISD, which welcomes such applications.

The designations employed in UNRISD publications and the presentation of material therein do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of UNRISD concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

The responsibility for opinions expressed rests solely with the author(s), and publication does not constitute endorsement by UNRISD.

ISBN 978 92 9085 108 0

Table des matières

Liste des sigles et des abréviations.....	ii
Résumé.....	ii
Mots-clefs.....	ii
L'auteur.....	ii
Introduction.....	1
Situer les classes moyennes haïtiennes: L'apport de l'anthropologie.....	2
Le nouveau regard sur les classes moyennes: Entre la mobilisation des statistiques et l'analyse comportementale.....	4
Dessiner le portrait statistique des classes moyennes haïtiennes.....	5
Les classes moyennes haïtiennes: Une évolution paradoxale.....	5
Le long combat des classes moyennes pour l'affirmation: Une histoire mouvementée.....	6
La révolution de 1946 et la montée des classes moyennes.....	9
Les classes moyennes et le mouvement démocratique de 1986.....	10
L'émigration des classes moyennes et le processus de leur affaiblissement.....	12
Une situation économique et des politiques publiques qui pénalisent les classes moyennes.....	15
Une performance économique désastreuse pour les classes moyennes.....	15
Une politique agricole en faveur des oligopoles, renforçant la concentration des richesses et l'appauvrissement de la paysannerie.....	16
L'ouverture commerciale tout azimut du pays et l'âge d'or de l'élite commerciale traditionnelle.....	17
La politique commerciale au service de l'émergence d'une nouvelle élite?.....	18
La crise environnementale et la décapitalisation des classes moyennes.....	19
Les politiques publiques et l'oubli des classes moyennes.....	20
Les classes moyennes, les transformations socio-spatiales et les mutations de l'ordre politique.....	22
L'émergence des Cités et les nouveaux concurrents des classes moyennes dans le champ politique.....	23
Figures et tendances actuelles des classes moyennes.....	24
L'émergence de nouvelles classes moyennes.....	24
Perspectives de l'engagement politique.....	26
Bibliographie.....	27

Liste des tableaux

Tableau 1: Taux de croissance d'Haïti 2008-2018 (% PIB).....	16
Tableau 2: Comparaison de tarifs douaniers d'Haïti avec la CARICOM (en % du prix d'importation).....	18

Liste des sigles et des abréviations

CIRH	Cadre Intérimaire pour le Relèvement d'Haïti
HTG	Haïtien Gourde
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OPL	Organisation du Peuple en Lutte
PARDH	Plan d'Action pour le Relèvement d'Haïti
PCH	Parti Communiste Haïtien
PIB	Produit Intérieur Brut
PPA	Parité de Pouvoir d'achat
PPSC	Parti Populaire Social-Chrétien
PSDH	Plan Stratégique de Développement d'Haïti
PSP	Parti Socialiste Populaire
PUCH	Parti Unifié des Communistes Haïtiens

Résumé

Le mouvement social en Haïti pâtit depuis plusieurs décennies de l'absence d'un acteur majeur, les classes moyennes, dont l'appauvrissement et le déclin sont en train de donner naissance à d'importantes mutations sociales, économiques et politiques dans ce pays. L'action combinée des politiques néolibérales appliquées en Haïti et la récurrence des catastrophes naturelles ont conduit à la décapitalisation et à l'appauvrissement des classes moyennes. Le déclin des classes moyennes a facilité l'accès des élites économiques au contrôle des institutions étatiques. Ceci a contribué à délégitimer l'Etat aux yeux des populations, à réduire considérablement l'influence des classes moyennes dans la définition de politiques publiques et à faire reculer le mouvement social.

Mots-clefs

Classe moyenne; perte de légitimité de l'Etat; recul du mouvement social

L'auteur

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université d'Etat d'Haïti, Directeur du CHERIES (Centre Haïtien d'Etudes et de Recherches Internationales, Economiques et Sociales). Intérêt de recherche: Protection sociale, Transformations socio-économiques, Commerce international, Intégration régionale.

Introduction¹

Le mouvement social en Haïti pâtit depuis environ deux décennies de l'absence d'un acteur majeur, les classes moyennes d'ancienne souche,² dont l'appauvrissement et le déclin sont le reflet d'importantes mutations sociales, économiques et politiques dans ce pays. La décapitalisation et le déclassement social dont cette couche sociale souffre aujourd'hui remettent en cause six décennies de luttes sociales et politiques et ferment une ère ouverte dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1946, et caractérisée par la formulation d'un double projet de mobilité sociale et de transformation radicale du pays. En effet, une importante frange des classes moyennes était partie à la conquête du pouvoir politique en investissant la bureaucratie sous contrôle de la bourgeoisie et en promouvant l'émergence d'une nouvelle élite, noire, se déclarant plus proche et plus solidaire des couches populaires tandis que les franges progressistes militaient activement pour une rupture radicale avec le système féodal dominant. La chute du régime des Duvalier en 1986 ferme cette époque dominée depuis la deuxième moitié du XXème siècle par la suprématie politique de ce que j'appelle les classes moyennes de gouvernement et l'affirmation du projet progressiste. La fin du régime coïncide avec une reconfiguration du social et de la politique ainsi qu'avec l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles classes moyennes.

Le mouvement démocratique enclenché avant 1986 et après la chute de la dictature des Duvalier a été nourri des revendications sociales, politiques et économiques des couches populaires mais aussi des projets de réforme issus de couches moyennes qui se sont opposées à la dictature duvaliériste. Le mouvement de 1986 signait le retour de ces représentants de la classe moyenne sur la scène politique formelle dans des conditions vraiment nouvelles et dans une constellation marquée par la forte présence du secteur populaire dont les revendications appelaient à la refondation de la société et à la transformation de l'Etat. Force est de constater cependant que les secteurs porteurs de ces projets ont connu, durant les trois dernières décennies, un grand recul au point que les progrès réalisés par le mouvement social sont aujourd'hui remis en question tandis que les élites économiques étendent leur domination sur l'Etat.

L'objectif de cette étude est d'analyser les causes de l'affaïssement des classes moyennes d'ancienne souche et ses conséquences sur la dynamique sociale et économique qui avait été enclenchée à la chute de la dictature des Duvalier en 1986. Elle est structurée de la façon suivante. Dans un premier temps, nous ferons un bref rappel des approches de la classe moyenne. On comprendra que les caractéristiques des classes moyennes ainsi que les stratégies qu'elles ont adoptées portent les marques du système politique ainsi que les transformations de l'ordre économique qui ont été en vigueur au cours du long XIXème siècle haïtien. Dans un deuxième temps, on abordera la situation de ces classes au cours de la période contemporaine en prenant en compte les mutations qu'a connues la société haïtienne au cours des trois dernières décennies, mutations qui expliquent pourquoi ce groupe social est confronté aujourd'hui à un processus d'affaïssement qui a tout l'air d'être irréversible. Dans un troisième temps, nous analyserons les conséquences de cet affaïssement sur la société haïtienne et sur ses capacités à renouer avec un projet de réforme politique, économique et sociale.

¹ Nous voulons exprimer notre gratitude envers Michèle Pierre Louis et Fritz Deshommes qui ont commenté une première version de ce texte et nous ont fait des propositions de révision.

² Par classes moyennes d'ancienne souche nous entendons dans ce texte celles qui ont émergé d'ailleurs timidement à partir de la deuxième moitié du XIXème siècle pour, durant les années de l'occupation d'Haïti par les USA (1915-1934) et plus particulièrement après 1946, investir massivement la scène politique et culturelle haïtienne. Les nouvelles classes moyennes émergent dans le contexte post-duvaliériste, à partir des années 1980-1990.

Situer les classes moyennes haïtiennes: L'apport de l'anthropologie

La recherche en sciences sociales en Haïti ne s'est pas beaucoup penchée sur l'évolution des classes moyennes et sur les caractéristiques de cette catégorie sociale. Pourtant cette thématique a bénéficié dans le passé d'un vif intérêt de la part des sociologues et des anthropologues.

Signalons les études consacrées par l'anthropologie américaine à la formation sociale haïtienne (Leybrun 1941; Lobb 1940), études qui se sont attachées à analyser les conséquences de l'héritage colonial sur le système de stratification sociale en Haïti. Pour Leybrun, la société haïtienne serait marquée par une structure institutionnelle rigide, formée de deux segments, l'élite et les masses. Cette structure ne laisserait aucune place à la mobilité, la société haïtienne serait figée et ne ferait que reproduire les castes héritées de la situation coloniale. Lobb situe les classes moyennes entre un *upper class* et les classes ouvrières. Pour lui, l'héritage social des rapports coloniaux se manifeste, comme chez Leybrun, en la présence de castes, mais contrairement à cet auteur, il anticipe un certain déplacement du système des castes vers une société de classe.

Le texte de Maurice de Young, "Class Parameters in Haitian Society" (1959) introduit dans le débat sur la stratification sociale en Haïti de nouvelles perspectives. Au lieu d'opposer les concepts de castes et de classes dans l'analyse de la structure sociale, de Young les combine pour caractériser par exemple un *upper class* dont les pratiques rentières reflètent une accumulation de richesses foncières héritées de plusieurs générations et qui structurent la position de classe. De Young distingue d'un côté cette classe bourgeoise qui vit de son patrimoine foncier et s'intègre très peu à la vie communautaire, et de l'autre, une masse défavorisée, vagabonde, constituée de migrants agricoles, de travailleurs saisonniers installés dans les villes et qui représentent la grande majorité de la population. Pour de Young, il est toutefois difficile de situer et de décrire la classe moyenne haïtienne parce qu'au moment où il entreprenait son étude elle représentait d'après lui un groupe qui émergeait à peine.³ Les enquêtes menées auprès des personnes dont le statut économique paraissait indiquer qu'elles pouvaient appartenir aux couches moyennes de la population ont révélé des modes d'auto-identification contrastés. 30 pour cent de ces personnes s'identifiaient à l'*upper class* et 20 pour cent aux couches défavorisées. Parmi ceux qui ont affirmé leur appartenance à la classe moyenne, de Young a retrouvé surtout des écrivains et des professeurs d'école, un fait qui contrasterait avec la réalité dans les pays latino-américains où l'appartenance à cette classe reposerait selon lui sur des critères matériels tels que la propriété.

L'analyse des classes sociales en Haïti a été pour les penseurs haïtiens un terrain propice aux luttes idéologiques et un instrument de luttes de positionnement social de la part des intellectuels de la classe moyenne. On recense un grand nombre de travaux consacrés à cette thématique, certains épousant les formes d'un discours doctrinaire comme le texte de Denis et Duvalier (1965) sur "Le Problème des Classes à travers l'Histoire d'Haïti", texte central du Mouvement Les Griots pour qui les classes moyennes noires devaient conquérir l'hégémonie politique et sociale afin de faire pendant à la domination de la bourgeoisie mulâtre.

³ Les sociologues et anthropologues américains qui ont travaillé sur Haïti dans les années 40-50 tels Leybrun (1941) font remonter l'émergence de classes moyennes à la période de l'occupation américaine du pays. Cette occupation a plutôt révélé l'existence d'une classe moyenne urbaine porteuse d'un discours nationaliste et dont l'origine remonte au XIXème siècle. Il faut reconnaître toutefois que l'occupation américaine a facilité le développement, particulièrement en milieu urbain, des couches moyennes de la population et offert les conditions de l'arrivée au pouvoir des classes moyennes de gouvernement.

Dans son livre, *La Vocation de l'Elite* (1919), écrit dans le contexte de l'occupation américaine d'Haïti (1915-1934), Price Mars revient sur les filiations entre la société haïtienne et la société coloniale non pas dans la seule intention d'analyser la prégnance de l'héritage colonial dans le développement du système de stratification sociale mais pour opposer les élites aux masses populaires. Pour Price Mars, l'élite telle qu'il la définit a la vocation de façonner le présent et le futur du pays mais aussi de mettre fin à la fracture sociale qui existe entre elle et les masses et qui fait qu'évoluent en Haïti "deux nations dans la nation, chacune ayant ses intérêts, ses tendances et ses fins propres" (Price Mars 1919:98).

D'autres travaux tels que ceux réalisés par Sylvain-Bouchereau (1951) situent la classe moyenne entre une classe ouvrière urbaine composée d'artisans, d'ouvriers, d'employés de maison et de petits commerçants et l'élite qui intègre des professionnels bien situés économiquement et socialement tels que les médecins, avocats et ingénieurs. Les classes moyennes seraient le produit d'un processus de déclassement de personnes ayant appartenu à l'élite ou de mobilité de membres issus de la classe ouvrière. Dans la perspective d'une connaissance empirique de la classe moyenne, les auteurs Jeanne et Suzanne Comhaire-Sylvain (1959) ont tenté de la cerner à partir d'un ensemble d'indicateurs tels que l'habitat, l'éducation et le revenu.

Alors que les travaux cités plus haut appartiennent à des courants plutôt orthodoxes de la sociologie ou de l'anthropologie des classes moyennes, les approches plutôt hétérodoxes de la classe moyenne haïtienne ont émergé à partir des années 70 avec la volonté chez certains chercheurs d'analyser plus profondément la formation sociale haïtienne. Ces travaux s'inscrivaient aussi dans un effort de transformation de la réalité sociale dans un contexte de consolidation du régime dictatorial des Duvalier. On peut citer en exemple le livre de Manigat, Moïse et Ollivier, *Haïti: Quel développement* (1975), où le concept de classe moyenne est préféré à celui de la petite-bourgeoisie. Manigat/Moïse/Ollivier distinguent deux grands groupes dans la petite-bourgeoisie urbaine: une frange opprimée, besogneuse, composée de petits fonctionnaires, de petits détaillants, d'artisans et de couches semi-prolétariées des villes et une frange privilégiée regroupant au haut de l'échelle les professionnels prospères tels les médecins, les avocats, les ingénieurs, les intellectuels, les cadres de la haute fonction publique, les employés supérieurs des entreprises privées, les petits commerçants et entrepreneurs florissants, les officiers de l'armée et les membres des divers clergés. La petite bourgeoisie opprimée est, selon les auteurs, très sensible aux fluctuations de la conjoncture économique et politique, elle est porteuse de doléances proches des couches populaires, ce qui explique son engagement pour la transformation sociale et sa participation active aux mouvements sociaux comme il a été le cas en 1946 et dans la conjoncture qui a conduit à l'avènement au pouvoir de Duvalier en 1957.

La revue de la littérature a montré comment la tâche de définir les classes moyennes est une entreprise particulièrement difficile à cause de la grande hétérogénéité qui caractérise cette catégorie sociale mais surtout à cause des pièges inhérents à l'exercice. Mentionnons à la suite de Franco/Hopenhayn et Leon (2011) les problèmes liés à la pluralité des définitions, la nécessité de combiner les dimensions objectives et subjectives de la réalité des classes moyennes, les questions d'"*amalgamation*" et celles relatives à l'appréciation des frontières entre les différentes franges de cette catégorie sociale.

Le nouveau regard sur les classes moyennes: Entre la mobilisation des statistiques et l'analyse comportementale

La recherche sur les classes moyennes et leurs caractéristiques statistiques connaît dans les pays en développement ou en situation d'émergence un grand essor.⁴ Deux principales approches dominent cette recherche: un premier groupe de travaux aborde la question des niveaux de revenus considéré comme un marqueur d'identification de la classe moyenne, un second groupe privilégie l'approche comportementale. L'approche par le revenu repose sur l'exploitation de résultats d'enquêtes statistiques permettant de déterminer les bornes, les planchers, les seuils minimum à partir desquels peut être située la position des classes moyennes sur l'échelle des revenus. Si la distribution des revenus est retenue comme base d'identification des critères d'appartenance à la classe moyenne, un individu disposant d'un revenu situé entre le 4^{ème} et le 9^{ème} décile ou entre le 2^{ème} et le 4^{ème} quintile est considéré comme appartenant à cette classe.⁵

L'approche comportementale s'attache à étudier les facteurs qui déterminent les comportements de consommation des ménages de la classe moyenne et aide, à partir de l'analyse de ces comportements, à identifier les perspectives de croissance économique et d'évolution de la demande de biens de consommation durables. Cette approche s'appuie sur l'exploitation des expériences de consommation des classes moyennes dans les économies d'Afrique et d'Amérique latine qui ont connu ces dernières années un niveau de croissance élevé.

Il va sans dire que les approches comportementales et par le revenu sont nettement limitées lorsqu'on veut cerner toute la complexité des classes moyennes. Pour bien les cerner, il convient de mobiliser d'autres catégories d'analyse comme celles liées aux concepts "bourdieusiens" d'habitus, de capital et de patrimoine culturel (Bourdieu, 1966; 1978; 1984) ainsi que ceux élaborés par des sociologues comme Max Weber (1964) ou Georg Simmel (1992). Les classes moyennes se définissent par leur statut social, la construction sur plusieurs générations d'une notoriété familiale, la promotion exacerbée d'une culture de l'entre soi, l'accumulation d'un capital scolaire reconnu. D'autres critères à prendre en compte sont par exemple leur *weltanschauung*, leurs manières de vivre, leurs archétypes de consommation etc. L'étude des classes moyennes s'avère aussi importante du point de vue politique en ce sens qu'elle permet de détecter le niveau de leur influence sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ainsi que sur l'impact qu'ont ces politiques sur les conditions de vie des populations. Il convient d'analyser aussi les stratégies de positionnement de cette catégorie sociale dans le système de stratification sociale. Cette préoccupation est liée aux questions relatives à la stabilité d'un pays, à sa cohésion sociale, à sa modernisation, au processus d'avancement ou de blocage des réformes, à la perpétuation de systèmes d'inégalité, d'injustice et de morgue sociale, à la création de coalitions réactionnaires ou progressistes, à leur contribution à la croissance, à la stabilité économique, à la confiance en une mobilité sociale ascendante, à l'extension de la demande de consommation ou à la mise en place de système de protection sociale.

⁴ Voir à ce propos pour les pays africains, l'étude publiée par la Banque Africaine de Développement "The middle of the pyramid: dynamics of the African Middle Class" (2011) qui caractérise l'essor des classes moyennes par la présence future sur le continent d'environ 300 millions de consommateurs dont le revenu en parité de pouvoir d'achat se situerait autour de 2 à 20 dollars par jour. L'étude différencie entre une frange supérieure disposant en parité de pouvoir d'achat de 10 à 20 dollars par jour, une frange intermédiaire avec un revenu situé entre 2 et 10 dollars par jour et une frange dite flottante qui disposerait d'un revenu de 2 à 4 dollars. L'étude prévoit qu'on assistera à l'avenir à une très forte progression de ce dernier groupe et à une augmentation exponentielle de la consommation à laquelle doivent se préparer les grandes chaînes de distribution. Ces prévisions optimistes sont corroborées par une étude du Boston Consulting Group (2016): "Africa Consumer Sentiment Survey 2016. The Promise of New Market".

⁵ Voir Salama (2014).

Le cas haïtien montre des spécificités qui en font un paradigme à étudier en vue de comprendre le faisceau de facteurs qui peuvent handicaper l'émergence et le développement de classes moyennes modernes et dynamiques et les faire basculer dans le déclassement au lieu de contribuer à leur consolidation. Les constats faits par la littérature sur l'essor des classes moyennes en Afrique ou en Amérique Latine, à savoir l'existence dans les villes de temples de la consommation (les shopping center) très fréquentés par les représentants des couches moyennes, l'explosion du marché immobilier dans certaines métropoles africaines et latino-américaines, l'augmentation du volume de vente de certains produits comme les automobiles, la diffusion de pratiques de consommation mimétiques relèvent en Haïti de pratiques circonscrites à une très faible frange des classes moyennes. Ce mode de vie est trouvé toutefois très attractif par les jeunes issus des classes moyennes et même des couches populaires. La culture des marques commerciales et la connaissance des artefacts de la société de consommation globalisée exercent sur cette frange de la population une grande fascination, même si son faible pouvoir d'achat ne lui donne pas la possibilité de la matérialiser. Alors que la recherche actuelle sur les classes moyennes met beaucoup l'accent sur les contributions attendues de ces catégories sociales dans des pays qui rêvent d'être émergents, l'exemple haïtien montre une autre tendance, celle de l'affaiblissement des classes moyennes et l'accumulation d'un retard difficilement rattrapable sur le niveau de vie compatible avec la poursuite d'objectifs de croissance et de développement durable.

Dessiner le portrait statistique des classes moyennes haïtiennes

Il est difficile de dresser un portrait statistique des classes moyennes haïtiennes. Il n'existe pas en Haïti à l'instar des pays latino-américains et de certains pays caribéens de données de panel permettant de déterminer les indicateurs du potentiel de mobilité ou de l'indice de résilience des couches moyennes. Les travaux conduits par Ravallion (2009), Birdsall (2010), Banerjee et Duflo (2008), par exemple, n'ont pas trouvé d'échos dans la recherche haïtienne. Les données suivantes permettent cependant de se renseigner sur le profil statistique des classes moyennes. Le pays affiche un coefficient de Gini de 0,61, ce qui indique une répartition très inégale des revenus. Un pour cent de la tranche supérieure de la population dispose d'un budget 50 fois supérieurs à celui des 10 pour cent de la tranche inférieure de la population (ONPES/Banque Mondiale/MPCE 2014:53). Cela indique pourquoi Haïti est le pays le plus inégalitaire d'Amérique Latine et l'un des plus inégalitaires au monde.

Ces données sont à mettre en perspective avec les statistiques sur la pauvreté. Haïti accuse un taux de pauvreté de 58,5 pour cent et un seuil de pauvreté modérée de 81,7 gourdes⁶ par jour par tête (soit USD 1.98/jour en PPA de 2012). Le taux de pauvreté extrême est de 23,8 pour cent et le seuil de pauvreté extrême de 41,6 HTG/jour (soit l'équivalent de USD 1.00/jour en PPA de 2012). Seulement deux pour cent de la population consomme l'équivalent d'au moins USD 10 /jour (ONPES/Banque Mondiale/MPCE 2014). Ce seuil de revenu est généralement retenu en Amérique Latine pour identifier l'appartenance à la classe moyenne. Un tel profil statistique indique que la taille de la classe moyenne est modeste en termes de revenu.

Les classes moyennes haïtiennes: Une évolution paradoxale

Haïti présente la spécificité et le paradoxe d'avoir les catégories moyennes les plus vieilles de l'Amérique Latine et des Caraïbes sans qu'elles aient pu se consolider durant la longue existence

⁶ La monnaie haïtienne: le taux de change actuel est d'environ 92 gourdes pour 1 US dollar.

de l'Etat haïtien. Ce paradoxe a un fondement historique qui explique la trajectoire particulière prise par les catégories moyennes dans ce pays. Il s'explique aussi par la nature des régimes de croissance et des politiques économiques adoptées le long de son histoire.

En effet dès l'indépendance du pays, une opposition s'est développée entre une haute classe moyenne, héritière des affranchis et des généraux de l'armée bénéficiaires de dotations de patrimoine importantes d'une part et d'autre part, des segments de classe moyenne (encore embryonnaire) qui se sont constitués après l'indépendance et qui agitent depuis lors les questions liées au déni de reconnaissance exercé par la bourgeoisie et les représentants de cette haute classe moyenne.

Concernant les choix économiques, l'économiste Fritz Jean (2014) a montré comment l'adoption d'un régime économique basé sur la captation de la rente agraire a contribué jusqu'à nos jours à façonner un Etat foncièrement prédateur et à faciliter l'émergence d'une élite économique oisive et incapable d'assurer la reproduction des citoyens et l'émergence d'une masse critique de consommateurs avec des revenus au-dessus du seuil de pauvreté. Jean dénonce la centralisation des fenêtres d'opportunités autour de réseaux de famille et la limitation des forces créatrices et des potentialités. Les soubresauts de ce régime rentier, en lien avec l'évolution des prix des produits d'exportation sur le marché mondial, ont déterminé l'évolution de la stratification sociale et le positionnement des classes moyennes.

Le long combat des classes moyennes pour l'affirmation: Une histoire mouvementée

Deux grands moments ont marqué l'évolution des classes moyennes en Haïti dans leur opposition à la bourgeoisie. A chaque fois, la montée des classes moyennes a été accompagnée d'une contestation générale dont le fer de lance ont été les couches populaires issues soit de la paysannerie, comme en 1843, soit des milieux populaires urbains, comme en 1946 et en 1986.

Le premier de ces grands mouvements remonte aux révoltes déclenchées par la paysannerie contre la présidence de Jean-Pierre Boyer (1818-1843). Elles déboucheront plus tard, avec la récupération qu'en ont faite des représentants de la bourgeoisie et des classes moyennes mais surtout de l'oligarchie terrienne du Sud et de l'Ouest, à l'émergence en Haïti des premiers projets de nature libérale et du mouvement nationaliste. Les propositions de réforme qui vont être formulées par les libéraux représentent en effet une vraie rupture, du moins au sein du parlement, avec les traditions autoritaires et la présence prépondérante des militaires dans la politique. Le projet libéral prône la moralisation de la vie publique, l'assainissement des finances et une réforme monétaire qui viendrait mettre fin au pouvoir exorbitant des spéculateurs et créanciers de l'Etat. Bien que les libéraux aient attiré dans leur camp des segments importants de l'élite intellectuelle du pays, leur clientèle était recrutée surtout parmi les milieux d'affaires, les commerçants et les professionnels (Auguste 2009; Nicolas 2014).

De l'autre côté du spectre politique, le Parti national, surtout dominé par les représentants de la classe moyenne, l'oligarchie terrienne et les militaires, faisait de sa lutte contre le déni de reconnaissance des couches populaires un instrument de conquête du pouvoir, défendait le principe d'une redistribution des terres aux paysans et se présentait comme le digne représentant du peuple. Il est à remarquer que cette opposition entre les libéraux et les nationaux, reflètent deux

grandes tendances des luttes politiques en Haïti qu'on retrouvera, sous des formes diverses, dans le contexte 1946 qui propulsera les nouvelles classes moyennes au pouvoir.

Il est à noter de plus que le Parti libéral a laissé, sous la plume de son chef de file Edmond Paul, un projet économique et politique ambitieux qui prévoyait la réforme du système socio-économique et du régime politico-administratif du pays (Auguste 2009). Salomon, de son côté, président de 1878 à 1888 et le chef de file des Nationaux, entreprendra les premiers grands travaux d'infrastructure et dotera le pays de mesures de sécurité foncière et de redressement agricole. Pour plusieurs analystes, l'effort de modernisation opéré par les Libéraux et les Nationaux, au-delà des marqueurs idéologiques qui les caractérisaient, a représenté une occasion en or pour le pays d'enclencher une dynamique de développement propice à l'extension des classes moyennes.

Le deuxième grand moment a représenté l'occupation du pays par les Etats-Unis (1915-1934)⁷ dont l'impact sur l'évolution sociale et la montée des classes moyennes de gouvernement a été décisif. L'occupation américaine du pays est présentée généralement comme un moment qui a favorisé l'extension de la classe moyenne. En effet, si elle n'a pas provoqué un chambardement général des rapports sociaux, les politiques appliquées par les forces occupantes vont bouleverser les lignes économiques, politiques et sociales qui avaient caractérisé l'Haïti de la fin du XIXème siècle tout en renforçant, surtout dans le domaine politique, les traits les plus anti-démocratiques du système haïtien.

Un des aspects à relever dans l'évaluation de l'occupation américaine du pays est l'effort qui a été déployé en matière d'infrastructures de services publics et du transport. La promotion des infrastructures physiques telles que la construction de routes, d'édifices publics, de barrages, de ponts et de canaux d'irrigation, a contribué à créer un marché d'emploi pour une nouvelle génération de cadres techniques. Il en est de même des investissements visant à la création d'une administration moderne, à la construction d'écoles professionnelles, à la réforme des infrastructures douanières et fiscales, la mise en place de nouvelles entreprises dans les secteurs du sisal (Shada), de la canne à sucre (la Hasco), des chemins de fer etc. Mais toutes ces interventions n'étaient pas vraiment soumises à un effort réel et une dynamique de modernisation de moyen ou de long terme du pays. Elles répondaient comme dans tous les pays de la région qui ont été victimes à cette époque de la logique impériale américaine aux besoins d'une puissance hégémonique soucieuse, dans le contexte de la guerre mondiale, d'affirmer son autorité face aux ambitions de puissances européennes comme l'Allemagne, avec cependant une nuance importante: Haïti a été parmi les pays de la région qui ont été occupés par les Etats-Unis celui qui a reçu le plus faible niveau d'investissements américains.

La paysannerie haïtienne a été la principale victime de l'occupation. Elle a été soumise à une exploitation à outrance de sa force de travail dans les entreprises et chantiers américains, les petits cultivateurs ont été victimes de la spoliation de leurs terres et embrigadés à travers le système de la corvée comme ouvriers agricoles. L'occupation a été à l'origine d'une migration paysanne intensive, devenue un vivier à la merci des administrations de plantations sucrières américaines à Cuba et en République Dominicaine.

Les protestations issues des classes moyennes, nourries des idées nationalistes, du désir de reprendre les rênes du pays et du rejet de l'arrogance raciale que manifestaient les forces de

⁷ Sur l'occupation américaine, voir Suzy Castor (1988), Sauveur Pierre-Etienne (2007), Dantès Bellegarde (1929).

l'occupation envers les nationaux culminèrent en la création de l'Union Patriotique qui réunissait des représentants de la classe moyenne et des secteurs nationalistes de la bourgeoisie. La contestation de l'occupation américaine a donné lieu à un foisonnement d'initiatives politiques (création d'une machine de négociation et de propagande contre l'occupation, de journaux et de revues tels que *La Nouvelle Revue*, *Haïti Intégrale*, la *Revue Indigéniste*) dans lesquelles les classes moyennes ont été particulièrement impliquées. Cette effervescence intellectuelle alimentera le mouvement qui conduira à la révolution de 1946 et à la chute du président Lescot, ouvrant ainsi une ère de 40 ans qui va être dominée politiquement par les classes moyennes de gouvernement.

En effet, en réduisant le contrôle direct de l'élite bourgeoise sur le pouvoir politique, en lui imposant un rôle de figuration, l'occupation américaine a donné paradoxalement lieu à une mutation importante du système de représentation politique. S'ouvre dès lors un espace d'opportunités que les leaders noirs issus de la classe moyenne s'empresseront d'exploiter. L'occupation américaine facilitera aussi la centralisation du système politique bâti depuis lors sur l'hégémonie de Port-au-Prince sur les autres régions du pays et laissera en héritage la nouvelle Armée d'Haïti (Garde d'Haïti) dont la subordination aux Etats Unis lui assurera une place prépondérante dans le jeu politique. Parmi les cinq gouvernements qui suivront l'occupation américaine, seul Lescot mènera une politique ouvertement acquise à l'élite bourgeoise mulâtre, les autres régimes sauront camoufler leur dépendance ou leur accointance à ce secteur comme celui de Stenio Vincent (1930-1941), le premier président de l'ère post-occupation, qui, en plusieurs aspects, annonce le profil des gouvernements de classe moyenne qui occuperont l'échiquier politique durant les quarante prochaines années.

Les Etats-Unis ont apporté leur total appui à la bourgeoisie commerciale d'origine levantine dont plusieurs membres avaient appelé d'ailleurs à l'occupation du pays. Cet appui a facilité leur expansion aux dépens des maisons de commerce européennes, particulièrement allemandes, qui contrôlaient le marché export-import depuis le XIXème siècle et s'étaient constitués en créanciers d'un Etat aux prises à des crises financières récurrentes. D'abord minoritaire sur l'échiquier économique durant le XIXème siècle, fortement combattue par l'élite économique locale, cette bourgeoisie en gestation bénéficiera de la période de l'occupation américaine et du démantèlement des maisons de commerce allemandes pour se tailler une position de forte dominance dans le commerce import-export. Les commerçants d'origine levantine garderont cette position hégémonique en s'alliant d'ailleurs avec le régime des Duvalier et en continuant à profiter de l'appui des Etats-Unis.

La centralisation du pays sur Port-au-Prince, l'instauration d'une force militaire centralisée, la fermeture sur tout le territoire national des ports ouverts au commerce extérieur, représentent des facteurs qui vont bouleverser ses structures économiques et politiques. La centralisation du système politique et économique sur Port-au-Prince signifie la perte d'autonomie des oligarchies régionales et la destruction de leurs capacités à concurrencer avec Port-au-Prince. La déconnexion des économies régionales des marchés d'exportation et la concentration des affaires sur Port-au-Prince contribueront à la déstructuration du tissu économique du pays et à l'affaiblissement du maillage territorial. La subalternisation des oligarchies régionales sous l'autorité économique, politique et institutionnelle de Port-au-Prince contribue à l'assèchement des opportunités économiques au niveau des provinces et à leur exclusion des réseaux de financement et de commercialisation dont elles auraient pu profiter tant au niveau régional qu'international, ceci à

un moment où l'hégémonie américaine était pas totalement affirmée dans la région et où des puissances européennes ferraillaient pour contrecarrer son influence croissante.

L'affaiblissement d'abord et ensuite la disparition de l'économie régionale représentent ainsi un facteur déterminant du sous-développement économique et social du pays. Ce mouvement est d'autant plus fatal pour l'économie haïtienne que Port au Prince n'a pas représenté au moment de la centralisation et jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs un centre économique dynamique, un hub qui reposerait sur de solides traditions manufacturières et industrielles, qui disposerait d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, concurrentielle, capable d'assurer un développement adéquat et dynamique des ressources du capital et du travail ou qui serait adossée à un hinterland agricole dynamique capable de produire un volume important de produits agricoles d'exportation.

Les effets de cette déstructuration de l'espace haïtien seront aussi désastreux pour les classes moyennes, tant du point de vue économique, social que culturel. En effet, les classes moyennes avaient développé dans les centres régionaux du pays durant tout le XIX^{ème} siècle et avant l'occupation américaine un espace public dynamique et diversifié. En témoigne le poids occupé par les intellectuels et les politiciens issus de la province dans le débat national et le reflux progressif de leur influence à partir de l'occupation, reflux renforcé à partir des années 60-70 par leur départ massif en exil en vue d'échapper à la terreur du régime de Duvalier. La disparition de l'économie des provinces a porté un coup dur au développement des classes moyennes qui savaient profiter des opportunités qu'offraient les ports ouverts au commerce extérieur et les investissements régionaux.

L'occupation américaine n'a pas contribué à freiner les traditions d'autoritarisme du système politique haïtien. L'action des forces occupantes a même renforcé certains travers du système politique haïtien. Les forces d'occupation ne prêchaient nullement par l'exemple si l'on considère le fait qu'elles avaient perpétré nombre d'actes arbitraires et anti-démocratiques comme la main basse sur les douanes haïtiennes, les interventions intempestives au parlement pour l'obliger à prendre des décisions en faveur d'un candidat qu'elles voulaient imposer. La prétention des forces d'occupation selon laquelle elles voulaient aider à l'émergence d'une classe moyenne, porteuse d'un projet démocratique et de la modernisation de la vie politique s'est révélée une vraie fiction que les régimes successifs, par leur gestion autoritaire de l'Etat, n'ont pas manqué, durant les années ayant suivi la désoccupation du pays, d'en faire la démonstration.

La révolution de 1946 et la montée des classes moyennes

La conjoncture d'après-guerre a représenté un autre moment de la construction d'une hégémonie politique de la classe moyenne en Haïti. Les événements que l'historiographie haïtienne a qualifié de "révolution de 1946" ont abouti à l'émergence de nouveaux leaders politiques issus de la petite-bourgeoise privilégiée mais aussi des couches pauvres des classes moyennes qui se sont sentis lésées par les pratiques d'exclusion du gouvernement Lescot (1941-1946) basées sur le préjugé de couleur et les immenses préférences économiques accordées à certaines franges de la bourgeoisie.

On assiste aussi durant cette période à une multiplication de cénacles politiques et à la formation des premiers partis socialiste (PSP) et communiste en Haïti (le PCH).⁹ Le pays connaît aussi une

⁸ Sur la "révolution de 1946", voir Voltaire (1988) et Nicholls (1975).

⁹ Un nombre imposant de partis politiques de toutes tendances fut formé après la chute du président Elie Lescot. Tandis que les noiristes autour de Emile St Lot, Daniel Fignolé, François Duvalier, Lorimer Denis, Clovis Désinor créaient le

effervescence doctrinale qui posera les fondements de ce qu'on appellera le pouvoir noir, représenté par les gouvernements de Dumarsais Estime (1946-1950) et de François Duvalier (1957-1971) et à certains égards de Paul Magloire (1950-1956), tandis que s'inscrit dans le paysage politique un mouvement de gauche qui sera laminé très tôt par le régime de Duvalier et dont les représentants les plus actifs et les plus représentatifs seront expulsés du pays ou périront dans ses geôles. Les classes moyennes qui ont été en quelque sorte au centre des affrontements de 1946 se sont scindées en deux fractions franchement irréconciliables, une fraction porteuse d'un discours essentialiste, principalement intéressée à conquérir l'administration publique considérée historiquement comme le bastion des bourgeois et de la haute classe moyenne et une autre tendance, portée par les idées communistes et socialistes dessinant pour Haïti un avenir de profonde transformation de la société.

Le discours politique des essentialistes s'est axé autour d'une prétendue réhabilitation des couches populaires face au déni de reconnaissance dont elles sont victimes depuis la fondation de l'Etat haïtien et de la prétention à jouer le rôle de porte-parole des couches populaires. L'analyse du discours des deux branches des classes moyennes et de la petite-bourgeoise privilégiée révèle que certains éléments du débat qui a opposé dans la conjoncture de fin du XIX^{ème} siècle les libéraux aux nationaux ont été repris en 1946 par les nouveaux mouvements ou partis. Le discours du PSP socialiste reprenait des éléments du discours des libéraux tandis que le mouvement d'essence essentialiste, Les Griots, mené par Duvalier, véhiculait les pensées du Parti National.

Ce bref rappel historique a présenté les termes du combat livré par les classes moyennes soit pour se positionner sur l'échiquier politique et social soit pour s'engager en faveur d'un bouleversement total des rapports sociaux et économiques. La mise en place d'un pouvoir dictatorial à partir de 1957, date de l'avènement de Duvalier au pouvoir jusqu'en 1986, date de la chute du régime, aura contribué à réprimer non seulement cette partie des classes moyennes mais d'autres franges de cette catégorie sociale qui, dans une perspective réformiste, luttait pour une modernisation de la société haïtienne et un bouleversement des rapports économiques marqués par la féodalité.

Les classes moyennes et le mouvement démocratique de 1986¹⁰

Le mouvement populaire qui a conduit à la chute du régime des Duvalier et engagé le pays sur la voie d'un long processus démocratique, interrompu plusieurs fois par l'Armée, a bénéficié de l'apport des segments réformistes des couches moyennes. Le retour des exilés dont une forte majorité ont été des professionnels qui ont réussi dans leur pays d'accueil ainsi que celui des leaders des anciens partis jetés en exil par le régime ont pesé sur les formes de militance politique adoptées durant la transition qui a précédé l'élection du gouvernement démocratique en 1990.

Le mouvement démocratique haïtien a été traversé durant ces années par des traditions de militance diverses mais dont l'action conjugait sur la nécessité de réformer l'Etat, d'empêcher le retour de la dictature, de satisfaire aux revendications populaires les plus pressantes, à savoir l'accès aux services sociaux de base, à la justice et à la reconnaissance des droits économiques et sociaux et de donner au pays une nouvelle constitution. Cette frange des classes moyennes

Parti Populaire National, des politiciens comme François Dalencour créaient le Parti Libéral Socialiste, d'ascendance libérale comme son nom l'indique, reprenant des éléments du programme du Parti libéral, tandis que Edouard Tardien et Frédéric Burr Reynaud fondaient respectivement le Parti Populaire Social Chrétien (PPSC) et l'Union Démocratique Haïtien. Le PCH succède au premier parti communiste du même nom fondé par Jacques Roumain en 1934.

¹⁰ Voir à propos du mouvement démocratique de 1986 qui a emporté le régime des Duvalier, Hurbon (1996).

engagées dans les luttes démocratiques a été confrontée à la militance d'autres branches de cette catégorie sociale, accrochées aux privilèges octroyés par la dictature et associées aux coups d'état contre le projet démocratique.

Le mouvement populaire qui a conduit à la chute de Jean Claude Duvalier en 1986 a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire politique du pays. Pour la première fois depuis 1946 émergeait une alternative au projet qui a dominé le système politique du pays durant quarante ans. La cartographie politique qui prévalait durant ces années ainsi que la pensée post-46 touchent à leur fin. Les revendications portées par le mouvement populaire remettent profondément en question le système établi depuis 1946. Il appelle à la transformation de l'Etat, à changer la vie et la société. 1986 c'est le retour sur la scène politique d'anciens acteurs sociaux tels que les secteurs paysans, les mouvements de jeunes et des syndicats qui en avaient été chassés par la terreur duvaliériste et vivaient dans la plus grande clandestinité. C'est aussi le retour de l'aile libérale de la bourgeoisie et de secteurs importants de la classe moyenne d'ancienne souche. Ces groupes adopteront très tôt des modes d'inscription au nouvel échiquier politique qui seront dénoncés par les secteurs populaires.

La construction d'un projet de société civile défendue par les représentants de la bourgeoisie libérale et des classes moyennes d'ancienne souche ainsi que la promotion de l'option électoraliste ont été des signes avant-coureurs de la crise à venir. Car ces propositions allaient en définitive à l'encontre des revendications populaires et semblaient offrir en sous-main des perspectives d'alliance avec des secteurs intéressés à garder le statu quo politique.

Le mouvement populaire a été traversé par trois contradictions importantes. D'un côté, il y a eu l'opposition entre les partis et les secteurs populaires. L'interaction entre les partis politiques acquis à la cause démocratique et le mouvement populaire a été complexe et difficile. L'opposition entre le formalisme des partis qui paraissait marquer une temporisation face à la nécessaire transformation de l'Etat et l'urgence de la réalisation des revendications populaires a été une contradiction de taille qui a alimenté de sérieuses tensions à l'intérieur du mouvement.

De l'autre, il a existé une contradiction plus subtile, située en deca de la lutte politique formelle et qui concerne le domaine des comportements et des perceptions. Nous voulons parler de la lutte symbolique que se livraient au sein du mouvement les représentants des couches moyennes d'ancienne souche et ceux qui, à la faveur de l'explosion populaire, se trouvaient en situation de mobilité sociale. La perception de ces derniers par moment est que les premiers ne s'étaient liés au mouvement que par opportunisme et qu'ils n'attendaient, fidèles aux idiosyncrasies de leur classe, que le bon moment pour le trahir. Cet argument peut paraître anodin dans le contexte de construction de l'après-duvaliérisme mais à bien analyser les tensions qui ont traversé le Mouvement Lavalas,¹¹ on comprend l'importance de ces luttes de statut dans son affaiblissement. Une certaine morgue sociale était reprochée aux représentants de la classe moyenne d'ancienne

¹¹ Le Parti Organisation Politique Lavalas s'est scindé en deux partis: le Parti Fanmi Lavalas de Jean Bertrand Aristide et l'Organisation du Peuple en Lutte. Fanmi Lavalas a attiré des militants paysans et de la jeunesse urbaine issue des couches pauvres de la population, des militants acquis à la théologie de la libération, certains cadres techniques des classes moyennes et des représentants de la bourgeoisie réformiste. Son profil idéologique qui n'a jamais été très net est aujourd'hui difficile à définir. Il a été au tout début un bastion de la gauche chrétienne. OPL est devenu un parti libéral-démocrate après avoir connu une mutation vers la social-démocratie dans les années 90. Il est en quelque sorte l'héritier du PUCH (Parti Unifié des Communistes Haïtiens) puisque plusieurs de ses dirigeants ont été préalablement membres de ce parti. Les bouleversements politiques internationaux des dernières décennies ainsi que des luttes d'orientation au sein du parti ont conduit à son affaiblissement et à sa disparition de la scène politique.

souche tandis que de l'autre côté l'impréparation des représentants du mouvement populaire était épinglée. La division qui s'est opérée au sein du Mouvement avec le Parti OPL (Organisation du Peuple en Lutte) d'un côté et Fanmi Lavalas de l'autre constitue, en plus de refléter deux visions contradictoires de l'engagement politique, une expression de ces différences¹².

La troisième contradiction qui a traversé le mouvement Lavalas est celle qui a existé entre ses options populaires et les politiques économiques anti-peuple qui ont été mises en œuvre sous son leadership. La méconnaissance des enjeux économiques, le fait par le leadership du mouvement d'avoir embrassé, tout en prétextant s'en démarquer, l'idéologie néolibérale, le fait de s'être livré sans complexe au Consensus de Washington,¹³ au-delà même des exigences et conditionnalités néolibérales, ont eu pour conséquence le repli et le désenchantement des couches populaires. Des lors, la baisse des prix de produits alimentaires importés, fer de lance d'une politique populiste axée autour de la baisse drastique ou même de l'élimination des droits de douane au profit des couches populaires urbaines n'a pas pu avoir les effets escomptés. Cette politique économique a renforcé les secteurs commerçants dominants, produit du chômage en masse, pénalisé la paysannerie et déstabilisé les couches moyennes acquises au mouvement, et qui pensaient pouvoir entamer, sous son leadership, une trajectoire de mobilité sociale. On peut donc conclure que ni le mouvement de 46 ni celui de 86 n'ont débouché sur cette dynamique de modernité à laquelle rêvent les classes moyennes. Au regard des statistiques sociales, les promesses populistes n'ont pas fait vraiment bouger les lignes de la vulnérabilité et de la pauvreté.

Trente ans après la chute du régime des Duvalier, la classe moyenne, atomisée, se retrouve dans une situation de subordination totale aux élites économiques, ne disposant d'aucune autonomie pour imposer des politiques d'intérêt général contre les intérêts particuliers, incapable de participer à l'élaboration d'une vision de développement du pays, travaillée par la hantise du déclassement économique et de la dégradation sociale et embrassant de plus en plus les pratiques opportunistes.

L'émigration des classes moyennes et le processus de leur affaiblissement

L'émigration des classes moyennes a joué un rôle de premier plan dans le processus d'affaiblissement des classes moyennes en Haïti. Très marginale avant les années 60, l'émigration des classes moyennes connaîtra à partir de ces années une ampleur sans précédent dans l'histoire du pays. En effet, l'arrivée du régime de Duvalier marque le début d'un mouvement d'émigration alimenté par des vagues successives, au fur et à mesure que s'implantera le système dictatorial et qu'il mettra en œuvre le projet de réprimer toute contestation de son pouvoir.

¹² Fanmi Lavalas se sont farouchement opposés sur des questions électorales lors des élections municipales et sénatoriales de 1997 ainsi que lors des élections présidentielles de 2001 et après l'élection de Jean Bertrand Aristide à la présidence. Les choix économiques comme la privatisation des entreprises publiques et l'adoption de politiques économiques néo-libérales ont été des champs d'affrontement entre les deux partis.

¹³ Le Consensus de Washington est un corpus de mesures néolibérales développées par des économistes orthodoxes à la fin des années 80 et visant la stabilisation des économies dans le contexte des crises d'endettement et de financement des pays d'Amérique latine. Ces mesures comprennent la privatisation des entreprises publiques, une politique monétaire restrictive, la libéralisation du commerce, la discipline budgétaire et la stabilité macroéconomique, la déréglementation de l'économie. Ces mesures ont été proposées par des économistes de la Banque Mondiale et du FMI sous la direction de John Williams, économiste de l'Institute of International Economics sis à Washington. Elles ont représenté l'ensemble des conditionnalités imposées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International aux pays engagés dans des programmes de réforme. Sur les réformes économiques entreprises en Haïti orientées basées sur les mesures du Consensus de Washington, voir Deshommes (2014).

Dès la fin des années 50, une première vague de citoyens laissent le pays. Il s'agit surtout de représentants de l'élite économique opposée au régime. Mais dès le début des années 60 et dans la perspective de l'imposition de la présidence à vie par Duvalier, on assiste au départ massif en exil d'intellectuels, de cadres, de professionnels et techniciens des classes moyennes. A partir des années 70, ce sont les couches pauvres de la population qui émigrent pour échapper à la répression duvaliériste et aux orientations économiques et sociales d'un régime qui leur enlève tout espoir d'une vie meilleure. Tandis que la migration des représentants des classes moyennes s'oriente vers les métropoles du Nord (USA, Canada), de la France (Paris) et de l'Afrique, celle des couches pauvres se déploie d'abord vers les pays du Sud: la République dominicaine, les Antilles, les pays de la Caraïbe avant de s'installer plus massivement à partir de la fin des années 70 dans les pays du Nord.

Audebert (2012) a analysé la cartographie de cette migration qui adopte en ce qui concerne les classes moyennes une stratégie d'implantation qui privilégie les métropoles industrielles du Nord des Etats Unis, au Canada et en France. Les critères d'installation des migrants de classe moyenne répondaient aux atouts de ces classes, à savoir la possession d'un niveau de capital humain plus élevé que leurs compatriotes pauvres, de ressources financières et de capital social.

Certes, les sociétés d'accueil ne valorisaient pas automatiquement ces atouts, difficilement mobilisables dans des contextes relativement ségrégués et pas nécessairement favorables à la migration d'origine haïtienne. C'est pourquoi la stratégie d'atténuation de ces déficits a été de s'installer dans des milieux ouverts à la diversité, particulièrement cosmopolites, disposant, du fait de leur position dans le système économique mondial, d'atouts économiques puissants, diversifiés et d'un bassin d'emplois important (Audebert 2012:99). Ainsi, retrouve-t-on les communautés haïtiennes de classe moyenne dans les aires métropolitaines de New York, de Montréal, de Boston ou de Paris.

Le corolaire, en Haïti, à cette installation de représentants des classes moyennes dans ces métropoles est un exode massif de cerveaux. La recherche sur l'émigration haïtienne informe que plus de quatre cinquièmes des haïtiens ayant un niveau d'études universitaires auraient émigré (Audebert 2012). Les diplômés de l'enseignement supérieur dans les communautés haïtiennes de la diaspora représentent 20 pour cent de la population contre un pour cent en Haïti (Audebert 2012:151). Le drainage des compétences haïtiennes vers l'étranger n'est pas sans conséquence sur la société et sur les capacités des classes moyennes à se reproduire en Haïti. Les effets de la migration par exemple sur l'éducation en général et le système universitaire en particulier sont désastreux quand on considère le bas niveau actuel de l'enseignement et les retards accumulés par Haïti, comparativement aux autres pays de la région, dans la formation de ses élites comme dans l'éducation de base.

La migration massive des classes moyennes pose la question des conditions de reproduction de ces classes dans la société d'origine et du statut même de leur projet de retour au pays natal afin de participer à son développement économique et social ainsi qu'au processus de leur renforcement. Le long exil des classes moyennes (1960-1986) et les désillusions accumulées du post-duvaliérisme mettent à mal ce projet. Leur longue absence au pays, la destruction systématique par le régime des Duvalier des institutions qui avaient porté leur combat politique, social, économique et culturel ont laissé un vide qui n'a pu être comblé faute de relais dans la société. On peut donc dire que l'exil des classes moyennes a représenté le premier facteur de leur affaïssement. La conquête du pouvoir par les classes moyennes de gouvernement a signé la mort

des classes moyennes en tant que classe, mis fin à la vitalité intellectuelle, politique, culturelle et sociale qui les caractérisait et réprimé la volonté d'accumulation de compétences qu'elles manifestaient dans le contexte post-1946. En jetant la classe moyenne en dehors du pays, le régime des Duvalier a pu se constituer en un pouvoir tout puissant.

Dans ses recherches sur la géographie de la diaspora haïtienne, Georges Anglade (2002) a mis l'accent sur le statut de ces classes moyennes à l'intérieur dudit Dixième département, complémentaire aux 9 départements du pays, qui s'est constitué, de manière éclatée, en Amérique du Nord, en France, en Afrique, en République Dominicaine et dans les Caraïbes. Anglade défend la thèse que l'envoi en exil, à partir des années 60, des classes moyennes par le régime de Duvalier constitue une évacuation en règle et participe d'une stratégie visant à combattre l'émergence d'une classe moyenne de l'intérieur forte, à éliminer ce «levier de puissance» et la fonction de médiation qu'elle aurait pu jouer dans la société.

L'exclusion de 20 pour cent de la population a mis face à face selon Anglade une élite très minoritaire et une majorité (deux pour cent contre les 98 pour cent de la population), interrompant ainsi le projet prometteur de consolidation des classes moyennes amorcé dès la fin de l'occupation américaine en 1934 et provoquant une situation explosive dans le pays. Pour Anglade, la classe moyenne haïtienne rêvée par les protagonistes de la révolution de 1946 s'est constituée dans la diaspora; elle aligne aujourd'hui une large phalange de techniciens, de professionnels, de cols blancs, de cadres moyens, de médecins et de professeurs et un demi-million d'élèves à l'école (Anglade 2002).

Quant au projet de retour et de reconstruction du pays natal entretenu par les classes moyennes qui avaient été exilées par le régime des Duvalier, Anglade le considère comme une chimère, un rêve de retraités dépassés par les mutations générationnelles qui veulent que ce soit leurs héritiers, nés dans les sociétés d'accueil, qui les bousculent aujourd'hui et qui sont en train de poindre dans des contextes nouveaux. L'inscription, sans complexe, de ces héritiers dans les sociétés d'accueil, aux lieux de leur naissance, constitue une rupture avec la génération de leurs parents. Il faut s'attendre à ce que cette nouvelle génération rompe avec les modes d'articulation qui existaient jusqu'ici entre le pays d'accueil et le pays natal.

La relation entre ces deux espaces se fera de moins en moins à travers des flux parentaux ou des transferts classiques et de plus en plus à travers des flux d'investissement ou de partenariat. La nouvelle génération, toujours consciente de son origine haïtienne, continuera certes d'entretenir des liens avec le pays natal mais elle expérimentera des formes nouvelles d'articulation, cherchant à s'alimenter à la source natale afin de construire une culture propre, en l'occurrence une culture haïtien-américaine. Anglade plaide pour qu'Haïti travaille à devenir cette terre d'origine de cette diaspora et développe avec elle de nouvelles formes d'articulation. Il appelle à reconnaître l'existence de nouvelles classes moyennes extra territorialisées et plaide pour un dépassement du regard géographique au profit d'une approche plus sociologique, une approche qui tienne compte de la grande diversité des espaces dans lesquelles les haïtiens sont inscrits aujourd'hui.

Pour Anglade, les nouvelles technologies de l'information et de communication invitent au développement de nouveaux modes d'articulation entre Haïti et sa nouvelle génération diasporique. Les enjeux, conclue Anglade, sont aujourd'hui des enjeux de classes moyennes et non des enjeux territoriaux. L'avenir des classes moyennes en Haïti dépendrait selon lui de leur

capacité à développer de nouveaux modes d'articulation du pays avec les classes moyennes de l'extérieur et avec les couches inscrites, dans la diaspora, dans une trajectoire de mobilité sociale.

Sur le plan économique, l'apport de la diaspora au pays natal a été considérable au cours des 60 dernières années. Les transferts en provenance de la diaspora ont connu une augmentation exponentielle et représentaient en 2018, selon la Banque Mondiale, 30,7 pour cent du PIB du pays, soit 2,9 milliards de dollars. Cet effort de financement est immense quand on pense que la grande majorité des Haïtiens occupent le bas de l'échelle salariale dans les pays de migration. Ces transferts de fonds permettent à la population d'alimenter ses rêves de mobilité sociale. On ne peut certes déterminer le volume de transferts opérés par les couches moyennes en diaspora. Peut-être est-il, pour plusieurs raisons, moins important que ceux opérés par les couches pauvres de la diaspora mais la dynamique économique et sociale dans laquelle est impliquée la diaspora de classes moyennes dans les communautés d'accueil constitue un atout important qu'Haïti devrait, comme le remarque Georges Anglade, exploiter. A titre d'exemple, l'effectif des diplômés de l'université dans les communautés émigrées d'Amérique du Nord était évalué au début des années 2000 à 80.000 individus, ce qui représentait 20 pour cent de la population diasporique haïtienne alors que la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur en Haïti était seulement de 1 pour cent de la population.

Une situation économique et des politiques publiques qui pénalisent les classes moyennes

La situation des classes moyennes et de leur positionnement sur l'échiquier social et économique est liée à l'évolution globale de l'économie, à la nature des politiques publiques, à leur impact sur leurs conditions de vie, impact qui peut être jugé à travers le prisme des aspirations, des attentes spécifiques à cette catégorie sociale, de leur capacité à faire entendre leurs revendications.

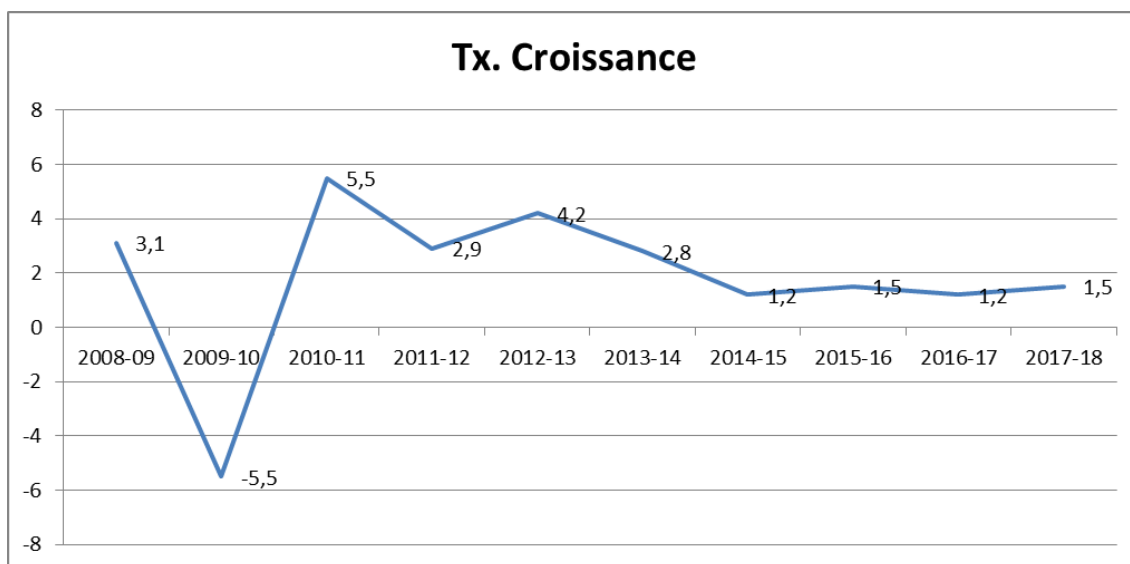
Dans cette partie de l'étude, nous analyseront les facteurs qui ont influencé l'évolution des classes moyennes au cours des 20 dernières années et qui relèvent autant de la nature des politiques publiques, aux mutations sociales et politiques qu'a connues le pays qu'au système de valeur propre à cette catégorie sociale.

Une performance économique désastreuse pour les classes moyennes

De 1961 à 2011, l'économie haïtienne a enregistré l'un des plus faibles performances au monde en termes de croissance économique (ONPES/Banque Mondiale/MPCE 2014). Le PIB réel par habitant a connu sur cette période une baisse accumulée de 45 pour cent. Entre 2001 et 2009, la croissance du PIB n'a été que de 0,8 pour cent en moyenne. Avec le séisme du 12 janvier 2010, le pays enregistrerait une chute de 120 pour cent de son PIB (voir tableaux 1). La mauvaise performance de l'économie haïtienne est due à des facteurs tels que l'instabilité politique, une forte récurrence de catastrophes naturelles et la mauvaise gouvernance. Cependant, l'analyse en profondeur de l'évolution de l'économie révèle que le facteur le plus important a été le choix des régimes de croissance adopté au cours des 50 dernières années. Ces choix ont été faits de manière erratique; ils n'ont pas permis au pays d'enclencher une dynamique interne pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté. Les rares périodes de croissance qu'a connues le pays ont été, comme on le montre plus loin, galvaudées parce qu'elles ont contribué plutôt à une plus grande concentration des richesses au lieu d'élargir la gamme des opportunités et de répartir les gains de croissance sur une plus large proportion des acteurs économiques.

En effet, la seule période de croissance continue qu'a connue le pays a été enregistrée entre 1968 et 1980 avec un taux de croissance situé autour de 4,2 pour cent en moyenne. Plusieurs secteurs-clés de l'économie affichaient des taux de croissance encore plus élevés, tels que le secteur touristique (18,3 pour cent), l'industrie manufacturière (6,5 pour cent), le secteur des bâtiments et des travaux publics (12,3 pour cent). Le régime des Duvalier prétendait faire d'Haïti le Taiwan des Caraïbes et comptait sur le développement de la sous-traitance industrielle pour résorber le chômage. Bénéficiant d'une conjoncture économique internationale particulièrement favorable, Haïti a connu une phase d'expansion de ses exportations qui sont passées de 40,2 millions de dollars en 1968 à 251,6 millions en 1980 (Cadet 2013).

Tableau 1: Taux de croissance d'Haïti 2008-2018 (% PIB)



Source: Ministère de l'Economie et des Finances, Comptes économiques, 2008-2018

Une politique de substitution aux importations a été conduite à cette époque mais les entreprises publiques créées sont venues renforcer les monopoles existants et les acteurs affiliés au régime bien que cette politique ait permis l'éclosion d'un premier tissu micro-industriel dans le pays. Toutefois, la stratégie de substitution aux importations n'a pas permis l'émergence d'entrepreneurs issus de la classe moyenne capables de réduire la mainmise de l'élite traditionnelle sur l'économie. Les montages financiers et de management ont été opérés sous l'influence des représentants de cette élite qui a accédé à des fonds importants des bailleurs internationaux.

Comme on peut le constater dans le tableau 1, Haïti n'a connu un taux de croissance relativement élevé qu'après le séisme (soit de 5,5 pour cent), ce qui se comprend compte tenu du niveau de perte du PIB que le pays avait enregistré en 2009-2010. Depuis, le taux de croissance n'a cessé de chuter avec toutefois un pic en 2012-2013 (soit 4,2 pour cent). Les taux de croissance du PIB ont été nettement insuffisants quand on les compare avec le taux de croissance de la population qui est estimé à 2 pour cent environ.

Une politique agricole en faveur des oligopoles, renforçant la concentration des richesses et l'appauvrissement de la paysannerie

Haïti s'est engagé durant les années 80 à promouvoir les exportations de produits agricoles comme le café dans la perspective de développer des capacités d'exportations d'autres produits

tropicaux tels que le cacao. Des ressources financières relativement importantes ont été injectées dans la création d'usines de transformation agricoles mais cette stratégie a servi surtout à renforcer les positions des oligopolistes du secteur qui ont été les grands bénéficiaires des crédits octroyés par les banques spécialisées, ceci au détriment des petits paysans fournisseurs des matières premières (DeWind et Kinley III 1988).

DeWind et Kinley ont analysé pour le café par exemple les raisons de l'échec de la stratégie adoptée pour promouvoir les exportations de ce produit à partir desquelles le gouvernement espérait résoudre les problèmes de devise et du financement de l'importation des produits alimentaires. La commercialisation du café a souffert de la dominance des oligopoles, de leur contrôle sur la chaîne de commercialisation et des taux élevés de la taxe appliquée par le gouvernement aux exportations de café. En définitive, les paysans ont été les grands perdants de cette politique agricole, leur part de recettes ayant chuté au profit des exportateurs et des spéculateurs. La rente gagnée sur les exportations de café a été captée par l'Etat et les exportateurs tandis que les charges fiscales ont été imputées aux paysans.

Cette situation a été à l'origine de la crise du café et de son remplacement progressif par les cultures vivrières, dont les prix sur le marché interne étaient plus intéressants pour les paysans. Le café ayant représenté dans l'histoire économique d'Haïti et jusque dans les années 80 la principale exportation du pays, la baisse de sa production a considérablement réduit la rente agraire captée par l'Etat haïtien. Des programmes de sécurité alimentaire seront développés par la suite afin de promouvoir une culture de rente comme le café et de décourager la production des vivres destinés à la satisfaction du marché intérieur. L'aide alimentaire massive octroyée par les Etats Unis constituait un élément important de cette stratégie.

La courte embellie économique enregistrée durant la période 1968-1980 paraissait à première vue favorable à un certain épanouissement des classes moyennes à travers l'extension de la demande de consommation et un plus grand accès à l'emploi qualifié. Les limitations signalées plus haut ont conduit à une forte migration des zones rurales vers les villes et des villes vers l'étranger. Le pays a fait face cependant durant cette période à une forte migration des professionnels et des techniciens qualifiés. On estime que près de 80 pour cent des élèves-finissant en baccalauréat, issus des écoles fréquentées généralement par les enfants de familles de classes moyennes, ont quitté le pays. Le fonctionnement de l'économie a contribué à décourager les couches moyennes, la constitution de grands monopoles de plus en plus puissants autour de quelques familles traditionnelles a contribué à renforcer la concentration des revenus.

L'ouverture commerciale tout azimut du pays et l'âge d'or de l'élite commerciale traditionnelle

A partir du début des années 80, en réponse à la crise de l'endettement du pays et à sa profonde crise économique, l'Etat haïtien adopte les préceptes du Consensus de Washington, à savoir la libéralisation du commerce extérieur, l'adoption de mesures de stabilisation et d'assainissement des finances publiques. Ces politiques vont impacter lourdement sur l'évolution des classes moyennes. Les mesures d'assainissement des finances publiques visaient la fermeture des entreprises publiques dans le secteur agricole. D'autres entreprises comme la Cimenterie Nationale, la Minoterie et la Compagnie de téléphone TELECO ont été liquidées, asséchant ainsi les secteurs pourvoyeurs d'emploi aux techniciens issus des classes moyennes. La fermeture des usines agricoles a eu pour conséquence la déstabilisation de l'économie rurale.

**Tableau 2: Comparaison de tarifs douaniers d'Haïti avec la CARICOM
(en % du prix d'importation)¹⁴**

Produits	Haiti	CARICOM
Riz	3	40
Farine	0	5
Sucre	3	25
Mais	15	40
Bananes	0	30
Sorgho	0	30
Haricots	5	30-35
Viande de porc	5	5
Viande de poulet	5	40

Source: IRAM/Group Croissance 1998

Mais la mesure qui s'est révélée la plus désastreuse pour l'économie haïtienne a été la libéralisation à outrance du commerce, libéralisation qui a été caractérisée par une réduction drastique des tarifs appliqués aux produits agricoles (voir tableau 2). Les mesures de libéralisation commerciale adoptées ont livré des pans entiers de l'économie à la concurrence extérieure sans que les secteurs touchés par les réformes aient été préparés à y faire face en améliorant leur niveau de productivité. La production nationale a été exposée à la concurrence de produits en provenance des pays à plus forte productivité, en premier lieu les Etats-Unis et bénéficiant de subventions. L'effondrement de la production nationale a provoqué une situation de dépendance alimentaire au point que le pays consacre aujourd'hui près de 50 pour cent de ses importations aux produits alimentaires et accuse ainsi un déficit structurel de sa balance commerciale.

La politique commerciale au service de l'émergence d'une nouvelle élite?

L'ouverture commerciale d'Haïti a trouvé sa première justification dans un argumentaire socio-politique selon lequel elle contribuerait à l'émergence de nouvelles couches moyennes plus modernes et non impliqués dans les opérations de contrebande et de captation de rente. Cette nouvelle élite, plus professionnelle, disposant de réseaux dans les grands centres commerciaux internationaux, spécialisée en management serait appelée à remplacer les élites traditionnelles. La nouvelle élite contribuerait à l'instauration de la démocratie et réclamerait de l'Etat qu'il développe l'infrastructure nécessaire au développement économique du pays. La stratégie de développement axée sur l'exportation des produits d'assemblage et agricoles devrait ainsi renforcer des acteurs de la classe moyenne: les cadres techniques des secteurs privés et publics, les entrepreneurs et les technocrates, et ouvrir la voie à l'adoption de réformes démocratiques.¹⁵

Les mesures adoptées par Haïti dans le cadre du consensus de Washington ont eu des effets bien différents de ceux qui étaient attendus de l'ouverture commerciale du pays prônée au début des années 80. Alors que l'accent était mis sur la nécessité pour le pays de développer sa capacité d'exportation de produits d'assemblage et agricoles, les programmes d'ajustement structurel et

¹⁴ Caribbean Community and Common Market regroupe les pays caribéens suivants: Jamaïque, Haïti, les Bahamas, la Guyane, Suriname, Trinidad et Tobago, la Grenade, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Surinam, la Barbade, Belize, Antigua et Barbuda, Saint-Christophe-et-Nevis. Haïti n'est pas membre à part entière du volet Marché et Economie Uniques de la CARICOM (CSME, Caribbean Single Market Economy), Pour le devenir, elle devra aligner ses droits de douane sur ceux du reste de la CARICOM.

¹⁵ Selon l'argumentaire de l'USAID la libéralisation de l'économie donnerait naissance à une nouvelle classe d'acteurs économiques plus dynamiques et moins dépendants des opérations rentières. De plus, ils visaient avec cette stratégie attirer vers le pays de nouvelles élites issues des classes moyennes, plus globalisées et que cette stratégie déboucherait sur plus de compétition, de concurrence de marché et de concurrence d'offres politiques de réforme, d'où le renforcement de la démocratie.

de stabilisation économique appliqués en Haïti prônaient une libéralisation du commerce axée principalement sur le démantèlement du système tarifaire.

Les résultats attendus de la stratégie de développement orientée vers l'exportation, à savoir l'émergence d'une nouvelle élite moderne et dynamique et la réalisation des conditions pour le renforcement des couches moyennes de la population et leur intégration dans une dynamique de développement, porteuse de plus de démocratie et d'opportunités pour les couches pauvres de la population, n'ont pas été atteints. Tout au contraire, la politique d'ouverture commerciale à outrance a contribué à renforcer les pouvoirs de l'élite commerçante traditionnelle et la concentration des richesses entre les mains des mêmes familles qui depuis toujours contrôlent l'économie du pays, en s'adossant au pouvoir politique dont ils tirent des avantages non concurrentiels.

Les politiques néolibérales adoptées par Haïti ont eu pour conséquence la destruction du tissu micro-industriel qui s'était développé à la faveur de la mise en œuvre de la stratégie de substitution aux importations. Or l'existence de ces micro-industries constituait un important facteur de diversification de l'économie et un secteur d'investissement des classes moyennes. Une autre importante implication du mode de libéralisation commerciale adopté par Haïti est l'envahissement du marché haïtien par des importations massives de produits de pacotille et de friperies, avec pour effet la destruction des métiers traditionnels (cordonnerie, tailleurs et couturières etc.) et des savoirs. Ces métiers ont joué un rôle prépondérant dans le système de stratification sociale, ayant représenté traditionnellement la base de financement de la scolarisation et de la mobilité sociale d'une proportion relativement importante des couches moyennes.

Les politiques néolibérales n'ont pas facilité l'émergence d'une nouvelle élite porteuse du modèle libéral, appliquée à le diffuser dans la société, dynamique et engagée vers la conquête de marchés extérieurs, comme il a été le cas dans plusieurs pays latino-américains comme le Chili ou ont été appliquées ces politiques. Puisque les conditionnalités imposées par les bailleurs internationaux avaient leur plein impact dissuasif sur les gouvernements, il n'a pas été nécessaire pour eux d'aider à la formation de ces nouveaux entrepreneurs libéraux, champions du marché et générateurs de nouvelles richesses. Au contraire, ils se sont accommodés de l'existence des monopoles et des oligopoles, en renforçant le pouvoir des élites traditionnelles et en affaiblissant l'Etat et les classes moyennes. Le résultat en a été la formation d'un panorama social dominé d'une part par la figure de l'élite économique traditionnelle et d'autre part par la figure du pauvre, récepteur de l'aide humanitaire et bénéficiaire de l'action et de la compassion des ONG.

La crise environnementale et la décapitalisation des classes moyennes

La pression exercée sur un réseau d'infrastructures vétuste et très faiblement reparti sur le territoire ainsi que la forte récurrence des catastrophes naturelles qu'a connues le pays au cours des dix dernières années ont contribué à augmenter la vulnérabilité des couches pauvres de la population mais aussi de franges de plus en plus importantes des classes moyennes. Haïti fait partie en effet des 10 premiers pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles. Selon l'index mondial sur le changement climatique, Haïti est le troisième pays le plus touché par les événements climatiques (Germanwatch 2016). Le séisme du 12 janvier 2010 avait causé la mort d'environ 300.000 personnes et provoqué une chute du PIB de l'ordre de 120 pour cent. Deux ans

avant le séisme, une série de trois grandes tempêtes faisait chuter le PIB de 15 pour cent. La dernière catastrophe naturelle, seulement six ans après le séisme, le cyclone Matthew en 2016, a causé une chute de 32 pour cent du PIB et des pertes évaluées seulement pour les secteurs productifs, à plusieurs millions de dollars (Gouvernement de la République d'Haïti 2017).

Cette série de catastrophes naturelles a contribué à décapitaliser les ménages des classes moyennes (perte de logement, perte d'emploi, destruction de petites et moyennes entreprises) et à augmenter leur peur de connaître le déclassement économique et social. Les pertes encourues n'ont pas été compensées même en partie puisque le système d'assurance est très faiblement implanté en Haïti et que l'Etat n'a pas disposé des ressources pour aider les victimes à se recapitaliser.

Dans le discours post-séisme des classes moyennes, on retrouve ce sentiment d'être délaissées non seulement des pouvoirs publics mais aussi de l'aide humanitaire internationale qui a ciblé les victimes pauvres de ces catastrophes. Les rares tentatives de mise en place d'un système d'aide à la recapitalisation comme le programme initié par la Banque Centrale relativement à l'aménagement de lignes de crédit préférentiel, au profit des classes moyennes, pour la construction ou la reconstruction de logement, est trop limitée financièrement pour vraiment aider les victimes.

Le désarroi causé par les pertes et la peur de nouvelles catastrophes constituent des facteurs qui annihilent l'engagement social et facilitent l'émergence chez les couches moyennes de la population d'une vision désillusionnée du futur du pays et d'un positionnement opportuniste dans la sphère économique et politique. Cette situation est favorable au délitement des liens sociaux et à un processus de désengagement civique.

Les politiques publiques et l'oubli des classes moyennes

Si les politiques néolibérales analysées plus haut ont contribué à désarticuler l'économie haïtienne et à pleinement décevoir les attentes des classes moyennes en matière d'emploi, les politiques sectorielles publiques élaborées et mises en œuvre depuis près de trente ans sont allés franchement à l'encontre des intérêts de ces couches. Le fait par l'Etat haïtien et les bailleurs internationaux de prôner la nécessité de mettre en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté ont fait écran à cet abandon des classes moyennes qui n'ont pas pu articuler leurs intérêts particuliers face au choix noble de combattre la pauvreté. Pourtant, à l'heure du bilan, force est de constater que les résultats des programmes de réduction de la pauvreté n'ont pas vraiment abouti à une vraie sortie de la pauvreté, que l'échelle de mobilité sociale n'a pas été gravie par d'anciens pauvres et que s'est opéré, au contraire, un processus de paupérisation et de déclassement des classes moyennes.

Le programme de politiques publiques visant à faire d'Haïti un pays émergent en 2030¹⁶ ne s'adresse pas aux classes moyennes et ne les mobilise pas à cet effet, comme on devait s'y attendre s'agissant d'une stratégie devant induire une croissance robuste et durable. La mise en œuvre de mesures d'incitation telles que l'ouverture au crédit, la facilitation d'investissements, la politique d'emploi, le financement de la recherche, autant de programmes qui auraient pu ouvrir des

¹⁶ Voir à ce sujet, le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) qui détaille les grands chantiers pour le relèvement et le développement d'Haïti et qui doivent refonder Haïti et en faire un pays émergent à l'horizon d 2030. Ce document d'orientation stratégique a été élaboré dans le contexte de l'après séisme du 12 janvier 2010. Le contenu des grands chantiers est détaillé dans le Plan d'Action pour le Relèvement d'Haïti (PARDH).

opportunités intéressantes à cette catégorie sociale, freiner sa peur du déclassement et mettre le pays en chantier n'a pas constitué une vraie priorité.

Parallèlement, les couches moyennes ont été de grandes victimes des politiques publiques sectorielles. La politique éducative n'a pas contenu la dynamique de déclassement et de paupérisation des couches moyennes qui ont consacré à l'éducation de leurs enfants des parts croissantes de leur budget alors que la qualité de l'enseignement se détériore de jour en jour et que la mobilité sociale entre les générations est sérieusement compromise. L'allocation des ressources budgétaires privilégie de plus en plus le secteur politique au détriment du secteur économique, incitant à des transferts massifs vers des acteurs politiques corrompus alors que les contribuables des classes moyennes sont particulièrement visés par le fisc dans sa stratégie d'augmentation des recettes. Les politiques de santé sont un autre domaine de frustration des classes moyennes. La mauvaise qualité des soins, le dysfonctionnement des hôpitaux, la cherté des services¹⁷ alimentent chez les couches moyennes un sentiment d'insécurité qui renforce la peur du déclassement social.

Les mêmes griefs concernent la politique monétaire et de change en vigueur qui n'arrive pas à freiner la dévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar et contribue ainsi à la décapitalisation des ménages des classes moyennes. Ceci s'explique, dans un contexte économique particulièrement marqué par la dollarisation, du fait que les salaires et les épargnes de ces couches de la population sont dans la monnaie nationale, la gourde, alors qu'elles font face à des dépenses en dollar, dépenses dues au fait que les enfants de ces catégories étudient souvent à l'étranger et qu'une forte proportion de leur consommation est constituée de produits importés. La qualité des services publics, le rythme irrégulier de leur desserte (électricité, eau potable) est un autre sujet de frustration pour les classes moyennes.¹⁸ La peur de vieillir pauvre, due à l'absence d'un système efficace de protection sociale et à la main basse exercée sur les fonds de l'Office National d'Assurance-Vieillesse par des représentants de la classe politique et de l'élite économique est un sentiment très partagé chez les ménages des couches moyennes.¹⁹

Ainsi, le double effet du tremblement de terre et l'avènement d'un régime populiste de droite aux accents néo-duvaliériste et néolibéral ont contribué à renforcer le processus d'affaiblissement économique des classes moyennes. Le projet de reconstruction post séisme qui a bénéficié d'un financement multilatéral important n'a pas permis au pays de s'engager dans un sentier de croissance récupérateur des immenses pertes enregistrées par le pays le 12 janvier 2010. Les sommes engagées dans le cadre de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH)²⁰ ainsi que le financement du Programme vénézuélien Petro Caribe ont été dilapidées et

¹⁷ Pour ne prendre que l'exemple de la santé, les statistiques présentées par l'ONG DASH (Développement des actions de santé en Haïti) attestent que plus de 60 pour cent des habitantes et habitants en Haïti sont privés de soins appropriés. Seulement 5% du budget 2015-2016 a été alloué au secteur santé. Les dépenses d'investissement en santé n'ont cessé de diminuer au cours de la dernière décennie. Elles n'ont représenté pour l'exercice 2017-2018 que 0,606% du budget. Seulement 2 à 4 pour cent de la population détient une carte d'assurance médicale.

¹⁸ Il est un fait que ceux qui souffrent le plus de cette mauvaise qualité des services publics et du rythme très irrégulier de leur desserte sont les habitants des quartiers précaires. Les représentants de la classe moyenne sont cependant de grands pourfendeurs de la mauvaise qualité et de la desserte irrégulière de ces services parce que ce sont eux qui les paient en général, l'Etat se trouvant pour maintes raisons dans l'incapacité de recueillir les cotisations dans les bidonvilles.

¹⁹ Plusieurs scandales ont éclaté ces derniers temps dans la presse haïtienne sur le pillage et la mauvaise utilisation des fonds de l'Office National d'Assurance-Vieillesse.

²⁰ La CIRH, la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti a été créée à la suite de la conférence internationale des donateurs qui s'est tenue à New York environ 3 mois après le séisme, soit le 31 mars 2010. Cette structure créée par le Gouvernement d'Haïti dans le cadre d'une Loi d'Urgence avait pour tâche de coordonner les ressources nécessaires à l'opérationnalisation du Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement National (PARDN). Onze milliards de dollars ont été promis à Haïti par les donateurs mais à la mi-juillet 2010 le pays avait reçu seulement 2

utilisées dans des projets-bidon qui ont une incidence dérisoire sur le niveau d'investissement dans le pays et n'ont pas amélioré de ce fait les conditions de vie de la population.

L'option affirmée par le nouveau régime politique²¹ en faveur d'une ouverture tout azimut aux affaires et au capital étranger n'a pas permis une augmentation substantielle des flux d'investissements directs étrangers. Le cadre des affaires n'a pas été amélioré et est resté cadenassé par des secteurs monopolistes et contrebandiers de plus en plus puissants. La conséquence en est que l'économie haïtienne n'a cessé de périliter au point que les prévisions économiques²² affichent un taux de croissance négatif pour les prochaines années. Le déficit public grandissant, alimenté par le double captage des ressources du trésor par un parlement prédateur et corrompu et par ses puissants alliés du secteur privé "délégitimise" l'Etat qui accumule des arriérés de salaire et se révèle de plus en plus incapable de répondre à la demande des services sociaux de base. La dévaluation accélérée de la gourde par rapport au dollar américain et l'existence d'une inflation à deux chiffres contribuent à l'aggravation du processus de décapitalisation des classes moyennes et des couches pauvres de la population.

L'accumulation de toutes ces frustrations dans un contexte de croissance molle, d'instabilité politique et de forte vulnérabilité écologique du pays contribue à éloigner les classes moyennes du contrat social déjà très faible, à miner toute confiance dans l'Etat et la classe politique, à contester la légitimité des institutions et du système politique et enfin à alimenter leur déception à l'égard du projet démocratique. Tout ceci contribue à rendre fragile cette catégorie sociale et à la démobiliser socialement et politiquement.

Les classes moyennes, les transformations socio-spatiales et les mutations de l'ordre politique

Les mutations socio-spatiales qu'a connues Haïti à travers son histoire et plus particulièrement à partir des années 50 représentent un facteur important dans la compréhension du processus d'inscription des classes moyennes dans l'espace. De la fondation de l'Etat haïtien jusqu'à l'occupation américaine du pays (1915-1934), l'espace économique et politico-social est dominé par une dualité entre Port-au-Prince, la capitale et les provinces où sont installées les oligarchies militaro-foncières, adossées aux plantations et aux réseaux de commerce import-export. Tout le XIX^e siècle est dominé par les luttes entre l'oligarchie terrienne aidée des classes moyennes de province, la bourgeoisie et les couches moyennes de Port-au-Prince pour le contrôle du pouvoir central. L'opposition entre le rural et l'urbain constitue la toile de fond des stratégies de positionnement et de pouvoir qui se sont déployées durant cette époque. L'occupation américaine mettra fin à cet antagonisme et instituera l'hégémonie de Port-au-Prince.

Anglade (1982) a analysé ce passage de la configuration régionale à la configuration centralisée et ses conséquences sur la dynamique politique, sociale, culturelle et symbolique. Il retrace le chemin parcouru par les oligarchies de province pour se positionner économiquement et politiquement dans la centralité et «se refaire à Port-au-Prince». Leur alliance avec les couches moyennes de la capitale pour conquérir la scène politique prendra un tournant décisif dans la

pour cent de ce montant. Au total, Haïti aura administré seulement 4 pour cent des fonds. Les grands bénéficiaires des fonds ont été surtout les ONG et les organisations internationales et les opérateurs étrangers. Voir à ce propos, Seitenfuss (2015).

²¹ Il s'agit des présidences de Michel Martelly (2011-2016) et de Jovenel Moïse (2016-).

²² La Banque Mondiale prévoit pour Haïti un taux de croissance de -1,4 pour cent pour l'année 2020.

conjoncture de 1946, mais la première génération des oligarques provinciaux qui s'est installée à Port-au-Prince avant 1946 l'a fait sous un mode ostentatoire qui lui permettait de tenir la concurrence avec la bourgeoisie de la capitale tandis que la deuxième génération, issue de l'après-1946, se nourrissait de deux affluents: la petite bourgeoisie de province et une fraction plus modeste de la petite-bourgeoisie de Port-au-Prince.

Manigat (2003) et Dorsinville (1986) ont étudié l'évolution de deux quartiers de Port-au-Prince, le Bel Air et le Bas Peu de Chose, deux quartiers emblématiques qui ont contribué à forger les figures dominantes de l'identité de la classe moyenne haïtienne. Cette identité est construite autour des valeurs fortement liées à la discipline scolaire, à la construction de la notoriété et de la notabilité, à une éthique du travail, à un fort désir de mobilité économique et sociale et à la construction d'une carrière professionnelle reconnue. Certes, les classes moyennes qui ont vécu dans les quartiers de Centre-ville ont émigré à la faveur de leur ascension sociale et économique à partir des années 50 vers d'autres quartiers plus huppés et modernes. C'est parmi les représentants de ces couches moyennes que s'est installée au cours des trois dernières décennies une très forte nostalgie du passé proche haïtien, nostalgie alimentée par les mutations socio-spatiales dans la ville qui ont eu lieu à partir des années 70 et par la transformation/détérioration du cadre de vie de cette catégorie sociale.

L'émergence des Cités²³ et les nouveaux concurrents des classes moyennes dans le champ politique

La migration progressive des ruraux vers Port-au-Prince, renforcée avec l'installation d'usines d'assemblage dans l'Aire Métropolitaine à partir des années 80, va changer la cartographie de la ville. Le développement des Cités bouleverse le paysage politique du pays. La population qui s'installe dans les Cités est livrée à elle-même, exclue de la desserte des services sociaux de base et vit dans des conditions d'extrême insalubrité et d'extrême pauvreté. La présence croissante de ces Cités va changer la donne politique à la faveur de la montée des revendications populaires qui contribueront à mettre fin au régime des Duvalier.

Terrain de déploiement des populismes de droite comme de gauche, les Cités inscrivent dans le champ politique une dynamique nouvelle qui va au-delà de l'ancien dualisme urbain/rural. Les Cités dont le nombre est important dans l'espace métropolitain deviennent une force de dissuasion et de pression face à la politique. Elles ne disposent certes pas d'une position de veto dans les luttes politico-sociales et n'arrivent pas à imposer la satisfaction de leurs revendications même minimales, mais la classe politique comme certaines fractions de l'élite économique cherchent à gagner leur soutien tout en considérant les frontières entre les espaces classiques de la ville et ces nouveaux quartiers comme une sorte de *limex*.

L'émergence de véritables entrepreneurs politiques au sein de ces Cités, médiateurs concurrents des classes moyennes, figures hybrides entre le chef de gang et le leader communautaire constitue aujourd'hui un facteur important du champ politico-social haïtien. Ces leaders des Cités négocient directement la paix des rues avec les représentants de l'Etat et l'élite économique, deviennent des interlocuteurs des parlementaires et contribuent à l'érosion de l'autorité de l'Etat.²⁴

²³ Sur le concept des Cités, voir Anglade (1982).

²⁴ Plusieurs quartiers affichant des caractéristiques des Cités présentées dans ce texte montrent une certaine mixité sociale. Les éléments de la classe moyenne (fonctionnaires, professionnels tels que médecins, agronomes, avocats, policiers, infirmières etc.) qui en plus d'être exclus du système de crédit ont des revenus insuffisants éprouvent

Figures et tendances actuelles des classes moyennes

La comparaison entre les classes moyennes haïtiennes et celles dont on salue l'essor dans les métropoles africaines et latino-américaines montre qu'Haïti est très loin d'enclencher un processus de croissance semblable à ce que décrit la littérature sur la question. Reflet de la situation des classes moyennes haïtiennes marquée par un processus d'appauvrissement croissant, seule une petite minorité affiche les comportements de consommation décrits par les études de marketing réalisées ces dernières années dans les métropoles africaines et latino-américaines. Cette frange des classes moyennes voyage beaucoup, fait son shopping dans les *mall* de Floride ou dans d'autres centres de consommation du continent (les supermarchés locaux étant trop modestes et trop peu achalandés), organisent des manifestations festives qui célèbrent une certaine culture de l'entre-soi. Les valeurs qui animent cette frange des classes moyennes sont très éloignées des valeurs classiques attribuées généralement à ces classes.

La source de leurs revenus n'est pas toujours identifiable parce qu'elle est liée souvent à des pratiques illicites: la contrebande, la drogue, le trafic d'armes, le kidnapping. A côté de cette frange qui adopte une stratégie de l'évitement des couches pauvres de la population, on peut identifier deux autres franges des classes moyennes: les couches de vieille souche faisant montre d'un sentiment d'appartenance très fort à leur identité de classe moyenne et ce qu'on pourrait désigner comme des nouvelles classes moyennes qui ont émergé ces vingt dernières années sur l'échiquier social et économique.

La classe moyenne de vieille souche dispose d'un capital social et culturel important qu'elle a accumulé sur plus de six décennies; elle profite de l'héritage de notoriété légué par les parents. Ses membres sont souvent des professionnels prestigieux dans des domaines qui ont perdu au fil du temps de leur attrait de marqueur de notoriété sociale (médecins, avocats, ingénieurs) parce que devenu, entre autres raisons, plus accessibles aux représentants des franges plus pauvres des classes moyennes. Les représentants de cette couche ont connu généralement l'exil et une carrière professionnelle, très souvent couronnée de succès, à l'étranger.

Comme on l'a indiqué plus haut, c'est cette frange des classes moyennes qui souffre le plus des mutations socio-spatiales de la ville, causées par la disparition de quartiers de classe moyenne et l'effondrement des espaces de convivialité qu'elle a connus jusqu'au début des années 80 (Gouvernement de la République d'Haïti 2017). Les classes moyennes de vieille souche sont composées de personnalités disposant parfois de longues expériences de militance politique, sociale ou culturelle mais aussi de défenseurs d'une certaine tradition de distinction sociale à l'haïtienne, accrochés aux valeurs conservatrices, réfractaires à tout engagement politique et entretenant le mépris des couches défavorisées.

L'émergence de nouvelles classes moyennes

Alors que le déclin des classes moyennes d'ancienne souche s'accroît de plus en plus, on assiste à l'émergence de nouvelles classes moyennes, facilitée par une nette progression des niveaux de scolarisation et de la demande de formation supérieure. Alors que l'UEH, l'université publique d'Haïti, accueillait environ 4000 étudiants en 1981, elle en accueille aujourd'hui 30.000. Pour

beaucoup de difficultés à trouver un logement dans un quartier décent. En conséquence, ils sont obligés d'établir leur résidence dans des quartiers précaires.

répondre à la demande croissante d'éducation, un grand nombre d'universités privées et d'écoles professionnelles ont été créées à partir des années 80.

L'ouverture de l'UEH à de nouvelles catégories sociales l'a obligé à accompagner ce processus de transformation. Alors qu'elle était, avant le début des années 80, le lieu de la transmission intergénérationnelle d'un capital culturel basé sur l'apprentissage d'une culture générale de classe moyenne d'ancienne souche et des valeurs de l'humanisme classique, la présence en son sein d'étudiants issus de milieux populaires l'a poussé à développer un enseignement moins classique et plus adapté aux exigences de la transformation économique, politique et sociale du pays.

Lorsqu'on prend en compte le fait qu'environ 40.000 jeunes haïtiens étudient actuellement en République dominicaine, on mesure l'ampleur de cette demande de formation supérieure et professionnelle, la volonté de mobilité sociale qu'elle véhicule et la pression qu'elle exerce sur les faibles infrastructures académiques. Chaque année environ 150.000 jeunes veulent intégrer par exemple les écoles professionnelles. Les nouvelles couches moyennes de la population se nourrissent de cet apport de cadres professionnels et techniques. Ce sont ces cadres que l'on retrouve aujourd'hui à tous les échelons de l'administration publique, dans les moyennes et petites entreprises, dans la petite et moyenne hôtellerie, dans la magistrature et la police, les mairies, les centres de formation professionnelles, les universités, les entreprises artisanales et les médias.

Toutefois, dans le contexte de croissance molle et même de décroissance qui caractérise l'économie haïtienne, cette poussée des nouvelles classes moyennes est freinée par l'exiguïté du marché du travail. La conséquence en est le développement d'un mouvement migratoire massif de jeunes diplômés vers les pays de l'Amérique Latine tels que le Chili, le Brésil ou le Mexique.

Il est important de signaler que ces nouvelles couches moyennes intègrent d'autres franges qui s'inscrivent dans une trajectoire et dans des schèmes de mobilité moins classiques. En effet, la mobilité sociale et économique de ces franges est plus dépendante des nouvelles manifestations du politique en Haïti et d'une certaine restructuration de l'économie haïtienne caractérisée par une prédominance croissante du secteur tertiaire et un recul significatif du secteur agricole.

En dehors de l'administration publique, ces nouvelles classes moyennes se recrutent surtout dans le secteur des services qui a connu au cours de ces dernières années un développement vertigineux au point de représenter aujourd'hui le secteur dominant de l'économie (environ 53 pour cent du PIB). Tandis que la frange supérieure de ces classes moyennes investissent les secteurs de la finance, des banques, des télécommunications, les couches inférieures s'engagent dans l'économie informelle et y développent des activités liées aux télécommunications (cybercafé, centres d'appel, vente de cartes téléphone, vente et réparation de téléphones mobiles), créent des petites entreprises de transport-moto, ouvrent des salons de beauté, s'engagent dans la restauration populaire et la vente de friperies, développent des réseaux de commercialisation transnationale ou entreprennent toute une panoplie d'activités de débrouillardise. Ces classes moyennes s'installent dans les interstices du secteur formel et exploitent toutes les opportunités que peut offrir l'économie informelle. Elles sont toutefois très vulnérables et n'arrivent que rarement à faire le saut qualitatif vers un investissement plus durable, ceci faute d'accompagnement. Les activités de ces nouvelles classes moyennes attirent de plus en plus les jeunes universitaires confrontés aux problèmes de chômage et d'insertion sociale.

Perspectives de l'engagement politique

Les classes moyennes haïtiennes sont aujourd'hui fortement interpellées par un mouvement de contestation qui prend chaque jour de l'ampleur et qui exprime le ras le bol d'une population fatiguée des scandales de corruption, de la dérive des institutions et de la mainmise croissante de l'élite économique traditionnelle sur les institutions étatiques. Les massives manifestations populaires organisées au cours de l'année 2018 contre la dilapidation des Fonds Petrocaribe,²⁵ contre la montée des prix du carburant et contre des options budgétaires qui encouragent la corruption, signent le réveil de la société contre la déliquescence des institutions.

Le mouvement s'est amplifié au cours de l'année 2019 jusqu'à conduire entre les mois de juillet et de novembre au blocage total du pays. Des milliers de manifestants ont gagné les rues au cours de manifestations massives, souvent violentes, pour dénoncer la perpétuation d'un système politico-économique inique, corrompu et violent. La présence remarquable d'une jeunesse issue des classes moyennes dans des regroupements ayant pour nom *Petro challengers*, *Nou Pap Domi*²⁶ ou *Haïti Nou Vle a*²⁷ témoignent pour beaucoup d'observateurs de l'émergence d'un nouveau type d'engagement politique fortement impliqué dans les réseaux sociaux et adoptant de manière volontariste des formes de contestation qui remettent en question les logiques de fonctionnement des partis politiques et les manières traditionnelles de faire la politique en Haïti. Si beaucoup de jeunes qui ont pris la tête de ce mouvement sont des fils et des filles de parents issus de classes moyennes d'ancienne souche, ils n'ont pas été rejoints dans leur contestation par leurs parents qui demeurent encore très sceptiques sur l'avenir de leur engagement. De même, on a pu constater que les jeunes pétro challengers et les autres représentants du mouvement n'ont pas su réaliser à date une connexion organique avec d'autres groupes de jeunes contestataires issus eux-mêmes des milieux populaires.

L'analyse des perspectives politiques ouvertes par le mouvement des jeunes contestataires s'inscrit dans cette trajectoire tracée par l'économiste Albert Hirschman entre l'option de l'*Exit* c'est-à-dire à travers la migration qui s'est révélée une déception pour ces jeunes et celle du *Voice* qui est la nouvelle voie choisie en vue de transformer le pays.

²⁵ Petrocaribe, nom du programme de coopération mise en place par le Venezuela dans le cadre de l'Alliance Bolivarienne. Haïti a bénéficié des fonds de ce programme de l'ordre de 3 milliards de dollars et à des conditions de paiement préférentielles. L'utilisation de ces fonds est aujourd'hui fortement contestée et fait l'objet d'une mobilisation populaire intense réclamant de l'Etat haïtien qu'il fasse le procès de ceux qui ont participé à sa dilapidation.

²⁶ Nou Pap Domi: Nous ne dormons pas, nous sommes vigilants.

²⁷ Haïti Nou Vle a: l'Haïti que nous voulons bâtir

Bibliographie

- Anglade, G. 2002. « Deux concepts en bout de piste. Dixième département et double nationalité. » L'autre Haïti possible. *Le Nouvelliste* du 7 mars, Cahier spécial Bilan Economique 2001:18-20.
- Anglade, G. 1982. *Atlas Critique d'Haïti*. Montréal: Centre de Recherches Caraïbes.
- Audebert, C. 2012. *La diaspora haïtienne. Territoires migratoires et réseaux internationaux*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Auguste, C. B. 2009. "Réflexions sur l'histoire mouvementée et combien dramatique du Parti Libéral." *Revue de la Société Haïtienne d'Histoire et de Géographie*, 237:5-37.
- Banerjee, A. and E. Duflo. 2008. "What is middle class about the middle classes around the world?" *Journal of Economic Perspectives*, 22(2):3-28
- Banque Africaine de Développement. 2011. *The middle of the pyramid: dynamics of the African middle class*.
https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/TheMiddleofthePyramid_TheMiddleofthePyramid.pdf
- Banque Mondiale/ONPES/MPCE. 2014. *Haiti, Investir dans l'humain pour combattre la pauvreté*. Washington, D.C.: World Bank
- Bellegarde, D. 2013 (1929). *L'Occupation américaine d'Haïti, ses conséquences morales et économiques*. Port-au-Prince. Fardin.
- Birdsall, N. 2010. "The (indispensable) middle class in developing countries." In *Equity and growth in a globalized world*, edited by R. Kanbur and M. Spence. Washington, D.C.: World Bank.
- Boston Consulting Group. 2016. *Africa Consumer Sentiment Survey 2016: The Promise of New Market*. <https://www.bcg.com/publications/2016/globalization-center-customer-insight-african-consumer-sentiment-2016.aspx>
- Bourdieu, P. 1984. "Espace social et genèse des classes" *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 52-53:3-14
- Bourdieu, P. 1978. "Capital symbolique et classes sociales" *L'Arc*, 72:13-19
- Bourdieu, P. 1966. "Conditions de classe et positions de classe" *Archives européennes de sociologie* Tome VII (2):201-229
- Cadet, C. 2013. *Le nouveau défi de la croissance économique végétative en Haïti*. Mimeo.
- Castor, S. 1988. *L'Occupation Américaine d'Haïti*. Port-au-Prince: CRESFED (Centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement).
- Comhaire-Sylvain, S. et J. Comhaire-Sylvain. 1959. *Stratification urbaine en Haïti*. Institut de Recherches Economiques et Sociales. Kingston: UWI.
- Denis, L et Duvalier. F. 1965. *Le Problème des classes à travers l'histoire d'Haïti*. Port-au-Prince. Fardin.
- Deshommes, F. 2014. *Néolibéralisme, crise économique et alternative de développement*. Port-au-Prince: Edition de l'Université d'Etat.

- DeWind, J. and D. Kinley III. 1998. *Aide à la migration. L'impact de l'Assistance internationale à Haïti*. Montréal: CIDIHCA.
- De Young, M. 1959. "Class Parameters in Haitian Society." *Journal of Inter-American Studies*, 1(4):449-458.
- Dorsinville, R. 1986. *Marche Arrière*. Montréal: Collectif Paroles.
- Franco, R., M. Hopenhayn and Arturo Leon. 2011. "The growing and changing middle class in Latin America: An update." *CEPAL Review*, 103:7-26.
- Germanwatch. 2016. *Global Climate Risk index 2016*. <https://germanwatch.org/en/cri>
- Gouvernement de la République d'Haïti. 2017. *Evaluation des besoins post-catastrophes pour le cyclone Mathieu*. Port-au-Prince: Gouvernement de la République d'Haïti.
- Hurbon, L. 1996. *Les transitions démocratiques*. Actes du Colloque international de Port-au-Prince, Haïti. Paris: Syros.
- IRAM/Group Croissance. 1998. *La tarification des principaux produits agricoles de la République d'Haïti*. Paris: IRAM/Group Croissance.
- Jean, F. 2014. *Haïti la fin d'une histoire économique*. Port-au-Prince. Pédagogie Nouvelle
- Leybrun, J. G. 1941. *The Haitian People*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Lobb, J. 1940. "Castes and Class in Haiti." *American Journal of Sociology*, XLVI 7(30).
- Manigat, C., C. Moïse et E. Ollivier. 1975. *Haïti: Quel développement?* Montréal: Collectif Paroles.
- Manigat, L. 2003. *Eventail d'Histoire vivante d'Haïti. Tome III*. Port-au-Prince: CIDICHA.
- Mars, J. P. 2013. *La Vocation de l'Elite*. Port-au-Prince: Fardin.
- Ministère de l'Economie et des Finances, Comptes économiques, 2008-2018. Port-au-Prince.
- Nicholls, D. 1975. "Idéologies et mouvements politiques en Haïti 1915-1946." *Annales*, 30(4):654-679. https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1975_num_30_4_293637
- Nicolas, A. 2014. "Anténor Firmin, le libéralisme et la pensée sociale en Haïti." In *L'actualité d'Anténor Firmin: Hier, Aujourd'hui et Demain*, edited by Cary Hector. Port-au-Prince: l'Université d'Etat d'Haïti.
- Pierre-Etienne, S. 2007. *L'énigme haïtienne. Echech de l'Etat moderne en Haïti*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Ravaillon, M. 2009. "The Developing World's Bulging (but Vulnerable) Middle Class." *World Development*, 38(4):445-454.
- Salama, P. 2014. Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes? FMSH, WP 2014-61
- Seitenfuss, R. 2015. *L'échec de l'aide internationale à Haïti. Dilemmes et égarements*. Port-au-Prince. Université d'Etat d' Haïti.

Simmel, G. 1992. *Soziologie. Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung.* Frankfurt am Main: Suhrkamp.

Sylvain-Bouchereau, M. (1950). "La Classe Moyenne en Haïti." In *Matériaux pour l'Etude de la classe moyenne en Amérique Latine.* Washington, D.C.: Département des Sciences Sociales de l'Union Panaméricaine.

Voltaire, F. 1988. *Trente ans de pouvoir noir.* Montréal: V&R CIDIHCA.

Weber, M. 1964. *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme. Suivi d'un essai.* Paris: Plon